

LUTTE ANTITERRORISTE

Lamamra à Kinshasa, porteur d'un message du Président Tebboune à son homologue Felix Tshisekedi

P. 24

ARMÉE

M. Chanegriha installe le nouveau Directeur de la communication de l'Etat-major de l'ANP

P. 4

ÉLECTIONS LOCALES

La participation du FFS aux élections locales du 27 novembre est un choix "stratégique" (Premier secrétaire)

P. 3

MAGISTRATURE

Le Président Tebboune procède à un mouvement

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a procédé à un mouvement partiel dans le corps des présidents et procureurs généraux près les cours de justice et des présidents et commissaires d'Etat près les tribunaux administratifs, a indiqué jeudi un communiqué du ministère de la Justice. "Conformément aux dispositions de l'article 92 de la Constitution et des dispositions de l'article 49 de la loi organique portant statut de la magistrature, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a procédé à un mouvement partiel dans le corps des présidents et procureurs généraux près les cours de justice et des présidents et commissaires d'Etat près les tribunaux administratifs, ajoute la même source.

P. 3

DKnews / APS



PROJET D'ECOLE NUMÉRIQUE

Signature d'une convention pour équiper 50 classes numériques

P. 4

MOUDJAHIDINE

Décès du moudjahid Yacef Saadi

P. 2

CAMPAGNE NATIONALE DE VACCINATION CONTRE LA COVID-19

Prolongée jusqu'à la fin de l'année (ministère)

P. 10

SANTÉ

CANCER DU CÔLON

Le régime végétarien diminue le risque

P.p 12-13

FOOTBALL

LIGUE DES CHAMPIONS (Tour préliminaire aller)

Le CR Belouizdad et l'ES Sétif déjà en lice

P. 21



CINÉMA

Le cinéaste Brahim Tsaki n'est plus

P. 16

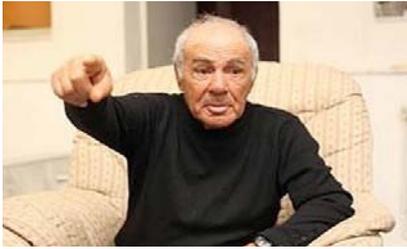
ENTREPRISE NATIONALE DE PROMOTION IMMOBILIÈRE

Nassim Racim Ghalem, nouveau DG de l'entreprise

P. 2

MOUDJAHIDINE

Décès du moudjahid Yacéf Saadi



Le moudjahid Yacéf Saadi est décédé vendredi à Alger à l'âge de 93 ans, a-t-on appris auprès du ministère des Moudjahidines et des Ayants-droit.

Avec le décès du moudjahid Yacéf Saadi, "l'Algérie a perdu un de ses symboles et un de ses braves fils.

Il était un valeureux moudjahid et un chef téméraire qui a défié les armées du colonisateur et la combatte avec une volonté de fer, courage et abnégation jusqu'au recouvrement de l'indépendance", a indiqué le ministre des Moudjahidines et des Ayants-droit, Laid Rebigha.

Le défunt "a été fidèle au serment dans l'édification de l'Etat national et resté dévoué aux valeurs de son pays et aux legs des chouhada", a souligné le ministre.

Le moudjahid Yacéf Saadi sera inhumé samedi au cimetière d'El Kettar, à Alger, après la prière d'El Asr.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Plus de 321.000 nouvelles places pédagogiques pour la prochaine rentrée



Le secteur de la Formation et de l'Enseignement professionnels offre plus de 321.000 nouvelles places pédagogiques, tous types confondus, au titre de la prochaine rentrée prévue le 5 octobre de l'année en cours, a-t-on appris jeudi de la tutelle. Le département de la Formation et de l'Enseignement professionnels offre 321.729 nouvelles places pédagogiques, tous types confondus, au titre de la rentrée 2021/2022 prévue le 5 octobre prochain, dont 638 places réservées au sein des centres de formation professionnelle aux handicapés moteurs, précise la même source. En détails, le secteur propose 81.042 nouvelles places pédagogiques en présentiel, 112.102 autres en apprentissage et 3.514 en distanciel. A noter que les inscriptions ont débuté le 6 juillet dernier et se poursuivront jusqu'au 26 septembre courant, note la même source, relevant que la sélection et l'orientation auront lieu les 27, 28 et 29 septembre et que le secteur a mobilisé l'ensemble des moyens matériels et humains nécessaires pour la réussite de la prochaine rentrée.

ENTREPRISE NATIONALE DE PROMOTION IMMOBILIÈRE

Nassim Racim Ghalem, nouveau DG de l'entreprise

M. Nassim Racim Ghalem a été nommé jeudi nouveau Directeur général (DG) de l'Entreprise nationale de promotion immobilière (ENPI), alors que M. Zair Hocine a été élu président du Conseil d'administration, et ce après la tenue de l'Assemblée générale ordinaire (AGO) de l'entreprise, a annoncé le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville.

Né en 1985 à Tlemcen, M. Ghalem est titulaire d'un diplôme d'architecte et avait occupé le poste de directeur de projet à l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL), et celui de directeur régional de l'AADL. Par ailleurs, il a été mis fin aux fonctions de M. Hafedh Sofiane à la tête de l'ENPI après avoir échoué à atteindre les objectifs tracés, ajoute la même source.

NAFTAL

Installation de Mourad Menaour dans ses fonctions de PDG par intérim



Le PDG du Groupe Sonatrach, Toufik Hakkar a installé, jeudi, M. Mourad Menaour dans ses fonctions de Pdg par intérim de la Société nationale de commercialisation et de distribution de produits pétroliers (NAFTAL), en remplacement de Kamel Benfriha, a annoncé le Groupe Sonatrach.

Agé de 55 ans, le nouveau PDG par intérim de NAFTAL est titulaire d'un diplôme d'ingénieur d'Etat, spécialité Génie industriel de l'Ecole nationale polytechnique d'Alger, ainsi qu'un Master en Business et Administration (MBA). Egalement Membre au Conseil d'administration de NAFTAL depuis septembre 2020, M. Mourad Menaour avait occupé le poste de Directeur de commercialisation auprès de la filiale de Sonatrach à Londres.

MASCARA

Distribution de 100 concentrateurs d'oxygène à six hôpitaux



Le comité de wilaya de Mascara du Croissant-Rouge algérien (CRA) a distribué jeudi 100 concentrateurs d'oxygène médical à six hôpitaux de la wilaya, a-t-on appris de son président, Benali Derrir.

Le comité de wilaya du CRA a acquis dernièrement, a indiqué son responsable, 100 concentrateurs d'oxygène d'une capacité de 10 litres équipés de deux sorties, simultanément pour deux malades, remis aux hôpitaux des villes de Mohammadia, de Ghriiss, de Tignenif, d'Oued El-Abtal et aux hôpitaux "Yessâad Khaled" et "Meslem Tayeb" de Mascara.

CHLEF

Echouage d'un dauphin sur une plage de Ténès

Un dauphin a été découvert mort, jeudi, par des citoyens sur la "plage anglaise" de Ténès (55 km au Nord de Chlef), a-t-on appris auprès des services de la Chambre de pêche et d'aquaculture de la wilaya.

Le dauphin retrouvé au niveau de la plage anglaise à proximité du port de pêche de Ténès fait 1,20 m de long et pèse environ 20 kg, a indiqué, à l'APS, le directeur de la Chambre de pêche, Keddour El Atef, qui a signalé que l'incident a été signalé à l'inspecteur de la direction de la pêche et des ressources halieutiques (DPRH).

Le même responsable, qui a relevé l'absence de signes de blessures sur le corps du dauphin, a estimé que celui-ci pourrait avoir été pêché, par erreur, par un bateau de pêche à l'Espadon, qui l'aurait ensuite rejeté sur la plage, car ce type de poisson est interdit à la pêche.

Après examen du corps du dauphin, l'inspecteur de la DPRH a rédigé un rapport, avant d'en informer les services de la police et de la commune, pour les procédures de son enterrement.

EL-OUED ET EL M'GHAÏER

Mise en service de 46 stations 4G LTE (Algérie Télécom)



Un total de 46 stations 4G (4ème génération) de téléphonie fixe et internet) ont été mises en service dans les wilayas d'El-Oued et d'El M'ghaïer, a-t-on appris jeudi auprès de la direction d'Algérie-Télécom (AT).

Ces projets interviennent en application du programme de la direction générale d'Algérie-Télécom visant à faire bénéficier des agglomérations urbaines à densité limitée, notamment les zones éloignées et les localités reculées, des avantages d'internet 4G, a indiqué le directeur d'AT d'El-Oued, Bachir Lâamamra

UNIVERSITÉ DE M'SILA

Des codes QR au profit des étudiants et employés



L'université de M'Sila vient d'introduire des codes QR "quick response" (réponse rapide) pour assurer l'interconnexion entre ses 37.000 étudiants et 2.950 employés de différents services, a fait savoir jeudi, le rectorat.

Il a souligné que dans le cadre de la numérisation de son établissement, les codes QR sont aujourd'hui très utilisés par l'université de M'Sila dans divers domaines, à l'image de l'authentification automatique des diplômes, la bibliothèque, la pédagogie, le chargement des cours placés dans MOODLE, l'accès aux points forts des cours, le contrôle des étudiants, l'obtention des fiches de paie et attestations de travail des employés, ainsi que toutes autres informations.

COVID-19 EN AFRIQUE

Les cas dépassent les 8 millions (CDC Afrique)

Le nombre de cas confirmés de Covid-19 en Afrique a atteint 8.008.802 samedi matin, a déclaré le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (CDC Afrique).

Le CDC Afrique, l'agence spécialisée dans les soins sanitaires de l'Union africaine, a précisé que le nombre de décès de la pandémie à travers le continent s'élevait à 202.534, tandis que le nombre des patients qui se sont remis de la maladie frôle les 7.281.000 jusqu'à présent.

L'Afrique du Sud, le Maroc, la Tunisie et l'Ethiopie font partie des pays comptant le plus de cas sur le continent, selon le centre.

En nombre de cas, l'Afrique australe est la région la plus touchée, suivie des parties nord et est du continent, tandis que l'Afrique centrale est la région la moins touchée du continent, selon le CDC Afrique.

MAGISTRATURE

Le Président Tebboune procède à un mouvement

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a procédé à un mouvement partiel dans le corps des présidents et procureurs généraux près les cours de justice et des présidents et commissaires d'Etat près les tribunaux administratifs, indique jeudi un communiqué du ministère de la Justice dont voici le texte intégral : "Conformément aux dispositions de l'article 92 de la Constitution et des dispositions de l'article 49 de la loi organique portant statut de la magistrature, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a procédé à un mouvement partiel dans le corps des présidents et procureurs généraux près les cours de justice et des présidents et commissaires d'Etat près les tribunaux administratifs.

Ce mouvement vise à insuffler une nouvelle dynamique au fonctionnement des juridictions et à promouvoir leur rendement en adéquation avec les mutations nationales en cours, et ce, à travers la nomination de compétences judiciaires ayant fait leurs preuves dans la magistrature.

-Mouvement dans le corps des présidents de cours de justice :

Cour de Laghouat : Kamel Hadj Mihoub Sidi Moussa
 Cour de Biskra : Laid Boukhouba
 Cour de Bechar : Dahou Kada
 Cour de Tamanrasset : Abdallah Khalfouli
 Cour d'Annaba : Fethi Ahmed Kebir
 Cour de Médéa : Lahcene Saadi
 Cour de Mostaganem : Abdelhafid Tebahriti
 Cour de Mascara : Menouar Antar
 Cour d'Oran : Abdelkader Mansour
 Cour d'El Bayadh : Laid Belmaaziz
 Cour de Tindouf : Omar Kheffache
 Cour de Tissemsilt : Houari Ben Allal
 Cour de Souk Ahras : Mabrouk Mokadem
 Cour de Mila : Azzedine Larfi
 Cour de Naama : Ben Sekran Filali
 Cour d'Ain Temouchent : Hamid Chetah

-Mouvement dans le corps des procureurs généraux près les cours de justice :

Cour d'Adrar : Abdelouahab Ismail
 Cour de Laghouat : Ibrahim Cherif
 Cour d'Oum El Bouaghi : Chaker Kara
 Cour de Biskra : Mahmoud Boulekssibat
 Cour de Bechar : Tarek Latrech
 Cour de Blida : Abdelmadjid Djebbari
 Cour de Tamanrasset : Hamid Akssoum
 Cour de Tlemcen : Noureddine Mahboubi
 Cour de Saïda : Mohamed Maatallah
 Cour de Skikda : Mohamed Mahdi Moughoub
 Cour d'Annaba : Farid Gouasmia
 Cour de Médéa : Kamel Ghezali
 Cour d'Ouargla : Fayçal Bendaas
 Cour d'Ilizi : Mabrouk Boumaali
 Cour de Tindouf : Mohamed Benaouda
 Cour de Khenchela : Lanouar Benmhidi
 Cour de Souk Ahras : Moncef Benbelkacem
 Cour de Mila : Azzedine Tebib
 Cour d'Ain Temouchent : Zouhir Talbi

Cour de Ghardaïa : Abdelkader Belatra

- Mouvement dans le corps des présidents de tribunaux administratifs :

Tribunal administratif de Chlef : Ahlam Naima Ben Maamar
 Tribunal administratif de Biskra : Maïdjid Khaloufi
 Tribunal administratif de Bechar : Naïma Ghouar
 Tribunal administratif de Tébessa : Masmoudi Bousnane
 Tribunal administratif de Djelfa : Rachid Charhabil
 Tribunal administratif de Jijel : Asma Sahbi
 Tribunal administratif de Sétif : Ammar Boudefa
 Tribunal administratif de Saïda : Laid Amer
 Tribunal administratif de Médéa : Hadda Touam
 Tribunal administratif de Mascara : Alhouaria Derghal
 Tribunal administratif d'Oran : Nora Allal Cherif
 Tribunal administratif d'El Bayadh : Mohamed Khelkhal :
 Tribunal administratif de Boumerdes : Saïd Gaïdi
 Tribunal administratif d'El-Tarf : Laidi Oudache
 Tribunal administratif de Tindouf : Azzedine Kloufi
 Tribunal administratif de Khenchela : Youcef Yakoubi
 Tribunal administratif de Tipasa : Kahina Lhocine
 Tribunal administratif d'Aïn Defla : Ali Bourtala
 Tribunal administratif d'Aïn Temouchent : Nacer Fassi
 Tribunal administratif de Relizane : Hamed Hafsi

- Mouvement dans le corps des commissaires d'Etat près les tribunaux administratifs :

Tribunal administratif de Chlef : Brahim Brahimi
 Tribunal administratif de Laghouat : Mohamed Belarbi Zahmani
 Tribunal administratif de Bejaïa : Abdelkrim Aroui
 Tribunal administratif de Bechar : Réda Hassiane
 Tribunal administratif de Tamanrasset : Dahmane Zenani
 Tribunal administratif de Djelfa : Redouane Lachkham
 Tribunal administratif de Constantine : Layachi Aouamria
 Tribunal administratif de Médéa : Abderahmane Bourenane
 Tribunal administratif d'Ouargla : Salaheddine Benmechiche
 Tribunal administratif de Boumerdes : Kamel Amrani
 Tribunal administratif d'El Oued : Hocine Mokadem
 Tribunal administratif de Tipasa : Mohamed Sahnoun
 Tribunal administratif de Mila : Djillali Djenadi
 Tribunal administratif d'Aïn Defla : Ahmed Tanjaoui
 Tribunal administratif d'Aïn Temouchent : Keltouma Habi
 Tribunal administratif de Relizane : Kheira Belmeliani.

ÉLECTIONS LOCALES

La participation du FFS aux élections locales du 27 novembre est un choix "stratégique" (Premier secrétaire)

La participation du Front des forces socialistes (FFS) aux élections locales anticipées du 27 novembre prochain, décidée à l'issue d'une session extraordinaire du conseil national du parti, est un choix "stratégique" dicté par "la responsabilité nationale du parti et son attachement à l'unité et à la souveraineté nationales", a déclaré samedi le premier secrétaire national du FFS, Youcef Aouchiche.

Lors d'une conférence de presse tenue au siège national du parti à Alger, M. Aouchiche a estimé que "la participation du FFS aux prochaines élections locales du 27 novembre est un choix stratégique qui s'est imposé pour des raisons politiques, nationales et mêmes organisationnelles".

La participation du FFS a été dictée, ajoute M. Aouchiche, par la "responsabilité nationale" de ce parti et son attachement à l'unité et à la souveraineté nationales, et répond à un souci de "préservation de la paix et de la cohésion sociales", qui font l'objet de multiples "menaces internes et externes".

Le premier secrétaire national du FFS a souligné également que le choix de la participation répond à une urgence de "préservation des espaces de lutte à l'échelle locale, qui ont été acquis", ajoutant que le FFS œuvre pour la consécration d'une "véritable" et "efficace" représentativité du peuple.

En réponse à une question d'un journaliste, M. Aouchiche a affirmé que le parti va présenter des candidats dans le plus grand nombre de wilayas, pour confirmer "l'ancrage à travers tout le pays du FFS" qui, a-t-il précisé, est un "parti national". Par ailleurs, il a tenu aussi à saluer le rôle des "élus locaux à tous les niveaux" et les efforts qu'ils ont consentis pour porter secours aux citoyens lors des derniers incendies de forêt ayant endeuillé plusieurs familles, considérant que l'élan de solidarité qui s'est formé est à encourager.

Le Front des forces socialistes (FFS) a tenu, vendredi, une session extraordinaires de son conseil national, au cours de laquelle la décision de la participation du parti aux prochaines élections locales anticipées du 27 novembre a été prise à l'unanimité.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA MAGISTRATURE

Le projet du mouvement annuel des magistrats touche 2.147 magistrats (ministre)

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Abderrachid Tabi a présenté lors de sa présidence, jeudi à Alger, des travaux de la 2e session ordinaire du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) pour l'exercice 2021, le projet du mouvement annuel des magistrats qui touchera "2.147 magistrats".

Supervisant l'ouverture des travaux de la session, dont la tenue a reçu l'aval de Monsieur le Président de la République, le président du Conseil supérieur de la magistrature, M.

Tabi a proposé aux membres du CSM "la titularisation de deux (02) magistrats parmi ceux ayant accompli les conditions de qualification requises, la régularisation de la situation administrative de 114 magistrats, ainsi que la promotion du total de 2.147 magistrats qui réunissent les critères adoptés par le Conseil et les lois en vigueur en la matière".

"Le nombre considérable des magistrats proposés à la promotion reflète ce qui est consenti comme effort pour la prise en charge des capacités professionnelles et la prise des nouveaux moyens en matière de suivi, de contrôle, de formation, tout en se souciant que ceci se fasse dans un cadre objectif qui repose sur le professionnalisme, l'aptitude, l'intégrité et l'expertise et le mérite", a-t-il ajouté.

Ce nombre reflète également "les efforts que consentent les magistrats dans le domaine dans le cadre de la formation, davantage d'autonomisation et le suivi par beaucoup de ces magistrats du choix de multiplier l'efficacité autonome, comme une preuve d'un comportement louable", a-t-il enchaîné.

Le ministre a également exposé, dans le cadre de l'application des dispositions de l'article 76 de la Loi fondamentale de la magistrature, "l'état de détachement de 06 magistrats et ce, dans le contexte de leur exercice dans les institutions, conformément aux dispositions constitutionnelles et selon les impératifs des principes sains de l'Etat moderne".

Le garde des Sceaux a indiqué que le projet du mouvement annuel des magistrats dans cette session revêtait "une importance particulière", étant donné qu'il coïncide avec l'approche de la rentrée sociale, d'autant plus qu'il a été préparé avec soin et dans la mesure du possible, en vue de trouver un équilibre

entre la dimension de la performance qui est la portée principale du mouvement, en prenant compte les autres dimensions, dont la dimension sociale et familiale de la magistrature", ajoutant que "la stabilité familiale, la condition psychologique revêtent une importance capitale et impacte positivement la performance professionnelle".

L'ordre du jour du Conseil comprend six axes principaux qui entrent dans le cadre des "missions constitutionnelles dévolues au Conseil supérieur de la magistrature", a fait savoir M. Tabi.

Et de préciser que "les efforts se poursuivent pour adapter notre système législatif aux exigences de la nouvelle Constitution, venue renforcer le pouvoir judiciaire grâce aux larges compétences et prérogatives conférées au Conseil supérieur de la magistrature, qui est le garant de l'indépendance de la magistrature en ce qu'il veille à sa consécration de manière effective et concrète".

La commission en charge de la révision de la loi organique fixant la composition, le fonctionnement et les attributions du CSM a achevé ses travaux et la deuxième commission en charge de la rédaction du statut de la magistrature est sur le point d'achever les siens, a indiqué M.

Tabi, ajoutant que "les deux projets de loi seront présentés au gouvernement et au Conseil des ministres dans les meilleurs délais avant d'être soumis au Parlement pour débat et adoption en vue de l'installation du Conseil supérieur de la magistrature dans sa nouvelle composante avant la fin de l'année conformément à la Constitution".

La magistrature doit se préparer à relever les défis actuels avec la rigueur de la loi

Cette session du CSM "se tient à une étape charnière où notre cher pays est confronté à de nombreux enjeux et questions décisives", a-t-il estimé, soulignant que "la magistrature doit se préparer à y faire face avec la rigueur de la loi et chaque membre de la magistrature doit contribuer à relever les défis actuels qui ne se limitent pas à la lutte contre la criminalité mais aussi à la lutte contre les tentatives d'atteinte aux institu-

tions et au tissu social". Il a ajouté que parmi les défis que la Justice doit également relever, figurent "les tentatives de division de nombreux pays autour de nous ont connues avec toutes leurs répercussions", mettant en garde contre "les complots et la discorde", estimant que "les nations qui sont restées invincibles face à ces projets subversifs, y compris notre cher pays, ont bénéficié de leurs propres réserves et de l'énergie de leurs enfants pour se tenir à l'écart de ces stratégies destructrices". "La volonté actuelle d'achever la construction institutionnelle, dont les démarches s'accélérent en convoquant le corps électoral pour renouveler les assemblées communales et de wilayas le 27 novembre prochain, est une réponse à l'une des guerres de division qui empêchent la construction des institutions", a souligné le ministre de la Justice.

Il a indiqué que les magistrats sont en passe de superviser la révision exceptionnelle des listes électorales, et "l'Etat aura ainsi fait de grands progrès dans le processus d'achèvement de la construction de nouvelles institutions, en concrétisation des engagements du Président de la République, afin que l'Etat aille de l'avant pour faire avancer la roue du développement et de redynamiser l'économie nationale".

A cet égard, il a souligné que "la nouvelle Constitution a renforcé la composante humaine du Conseil supérieur de la magistrature avec un plus grand nombre de juges élus, en particulier les juges du siège, et à éloigner le pouvoir exécutif de toute représentation au Conseil, ainsi que la représentation des Syndicats des juges dans la nouvelle composition attendue".

Il a salué "le souci des deux nouvelles lois prévues de renforcer les prérogatives du Conseil supérieur de la Magistrature dans tous les aspects liés à la gestion du parcours professionnel des juges", ce qui est, selon lui, à même de "faire passer le pouvoir judiciaire à une nouvelle étape qui permet de consolider sa position pour jouer son rôle dans le cadre de la nouvelle édification des institutions, le développement et la promotion des performances afin de répondre aux aspirations des citoyens en matière de Justice dans le pays".

ARMÉE

M. Chanegriha installe le nouveau Directeur de la communication de l'Etat-major de l'ANP (MDN)

Le général de Corps d'Armée, Saïd Chanegriha, chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a présidé jeudi la cérémonie d'installation officielle du général-major Saba Mabrouk dans les fonctions de Directeur de la communication, de l'information et de l'orientation de l'Etat-major de l'ANP, en remplacement du général-major Maddi Boualem, indique le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

"Au nom de Monsieur le Président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, Monsieur le général de Corps d'Armée Saïd Chanegriha, chef d'Etat-major de l'ANP, a présidé, ce jeudi 9 septembre 2021, au niveau de l'Ecole supérieure militaire de la communication en 1ère Région militaire, la cérémonie d'installation officielle du général-major Saba Mabrouk dans les fonctions de Directeur de la communication, de l'information et de l'orientation de l'Etat-major de l'ANP, en remplacement du général-major Maddi Boualem", a précisé la même source.

Après la cérémonie d'accueil et en présence du Commandant de la 1ère Région militaire et de chefs de départements de l'Etat-major de l'ANP, le général de Corps d'Armée a tenu une réunion avec les cadres de la Direction dans la salle de conférence où il a prononcé une allocution à travers laquelle il a souligné que "cette désignation s'inscrit dans le cadre de la démarche du Haut Commandement de l'ANP, visant à faire de l'alternance des postes et des fonctions aux différents niveaux, une tradition louable et consacrée, qui impulse une nouvelle dynamique dans les rangs et qui répond aux ambitions et espoirs des personnels de faire en sorte que le travail dévoué, l'intégrité, la loyauté, la compétence et le patriotisme, soient les seuls et uniques critères permettant d'accéder aux postes et fonctions supérieures, notamment au sein de cette Direction sensible, au regard du caractère important et vital que revêt, aujourd'hui, le domaine de l'information et de la communication".

Le général de Corps d'Armée a affirmé que "le Haut Commandement, pleinement conscient de l'impératif de rele-

ver les nouveaux défis, s'attèle à la mise en place d'une stratégie d'information et de communication efficiente, inspirée des valeurs de notre Glorieuse Révolution de Libération et guidée par notre patrimoine historique et de hauts-faits".

"Au sein de l'ANP, nous sommes pleinement conscients de l'impératif de relever ces réels défis, et nous œuvrons à la faveur du soutien et des orientations de Monsieur le Président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, à la mise en place d'une stratégie d'information et de communication efficiente, inspirée des valeurs de notre Glorieuse Révolution de Libération et guidée par notre

patrimoine historique nationale, chargé de gloires et de hauts-faits, une stratégie adaptée aux composantes de notre identité nationale et de nos propres spécificités, capable de contribuer à la construction d'un appareil de défense nationale performant, où l'information et la communication tiennent un rôle pivot".

Après la cérémonie d'accueil et en présence du Commandant de la 1ère Région militaire et de chefs de départements de l'Etat-major de l'ANP, le général de Corps d'Armée a tenu une réunion avec les cadres de la Direction dans la salle de conférence où il a prononcé une allocution à travers laquelle il a souligné que "cette désignation s'inscrit dans le cadre de la démarche du Haut Commandement de l'ANP, visant à faire de l'alternance des postes et des fonctions aux différents niveaux, une tradition louable et consacrée, qui impulse une nouvelle dynamique dans les rangs", a ajouté le communiqué.



ver les nouveaux défis, s'attèle à la mise en place d'une stratégie d'information et de communication efficiente, inspirée des valeurs de notre Glorieuse Révolution de Libération et guidée par notre patrimoine historique et de hauts-faits".

"Au sein de l'ANP, nous sommes pleinement conscients de l'impératif de relever ces réels défis, et nous œuvrons à la faveur du soutien et des orientations de Monsieur le Président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, à la mise en place d'une stratégie d'information et de communication efficiente, inspirée des valeurs de notre Glorieuse Révolution de Libération et guidée par notre

patrimoine historique nationale, chargé de gloires et de hauts-faits, une stratégie adaptée aux composantes de notre identité nationale et de nos propres spécificités, capable de contribuer à la construction d'un appareil de défense nationale performant, où l'information et la communication tiennent un rôle pivot".

Après la cérémonie d'accueil et en présence du Commandant de la 1ère Région militaire et de chefs de départements de l'Etat-major de l'ANP, le général de Corps d'Armée a tenu une réunion avec les cadres de la Direction dans la salle de conférence où il a prononcé une allocution à travers laquelle il a souligné que "cette désignation s'inscrit dans le cadre de la démarche du Haut Commandement de l'ANP, visant à faire de l'alternance des postes et des fonctions aux différents niveaux, une tradition louable et consacrée, qui impulse une nouvelle dynamique dans les rangs", a ajouté le communiqué.

"C'est ainsi que l'ANP, digne héritière de l'Armée de Libération nationale demeurera le symbole des victoires, de la disponibilité et de l'état-prêt permanent à défendre les intérêts suprêmes de la Nation", a-t-il dit.

Al'issue de cette cérémonie, le général de Corps d'Armée a signé le procès-verbal de la passation de pouvoir et le livre d'or de l'Ecole supérieure militaire de l'information et de la communication.

PROJET D'ECOLE NUMÉRIQUE

Signature d'une convention pour équiper 50 classes numériques

Le ministère de l'Éducation nationale et de l'Énergie et des Mines ont signé, jeudi à Alger, une convention pour équiper 50 classes numériques à la charge de la société Sonatrach dans le cadre des démarches de concrétisation du projet d'École numérique.

Signée par l'Office national des publications scolaires (ONPS) et la société Sonatrach sous la supervision du ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belabed et celui de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, cette convention porte sur l'équipement par Sonatrach de 50 classes numériques et s'inscrit dans le cadre de la concrétisation du projet d'École numérique contenu dans le programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune et consigné dans le Plan d'action du Gouvernement et celui du ministère de l'Éducation nationale. M. Belabed a affirmé que

son secteur s'attellera à "généraliser" ces écoles numériques pour que l'École algérienne passe à "un meilleur niveau numérique lui ouvrant la voie à rejoindre les pays développés dans ce domaine". Le ministère de l'Éducation nationale, "mise sur le soutien apporté à ce secteur pour généraliser ce type d'écoles à travers le territoire national", a-t-il soutenu, soulignant qu'il sera révélé prochainement le contenu de ces classes numériques avec leurs équipements modernes à même d'améliorer le rendement pédagogique et éducatif des enseignants ainsi que la rentabilité de l'enseignement des élèves et partant, atténuer les charges psychologiques, matérielles et physiques".

L'objectif principal, a-t-il précisé, consiste à "alléger le poids du cartable notamment pour les élèves du cycle primaire, avant de généraliser progressivement ce mode dans les autres

paliers". M. Belabed a salué, à l'occasion, "le rôle efficace" accompli par le ministre de l'Énergie et des Mines, le DG de la Sonatrach et les directeurs centraux qui "ont accompagné l'école nationale dans la concrétisation de ce projet prometteur et important prévu dans le programme du président de la République".

De son côté, M. Arkab a indiqué que son département accorde "un intérêt particulier" aux activités éducatives conformément au plan d'action du gouvernement, selon lequel il est "primordial de perfectionner l'enseignement et concrétiser le projet d'École numérique".

Soutenir l'École par des outils numériques "c'est être au diapason des progrès acquis dans ce domaine à travers l'intégration des Technologies de l'information et de la communication (TIC) dans l'enseignement et la formation", a-t-il encore souligné.

LES AGRICULTEURS AUTORISÉS À VENDRE DANS LES MARCHÉS

L'UNPA salue la décision

La récente décision du ministère du Commerce d'autoriser les agriculteurs à vendre directement leurs produits aux consommateurs à travers les marchés de gros et de détail a été saluée par l'Union nationale des paysans algériens (UNPA), considérant que cette démarche est susceptible de "freiner la spéculation".

Invité par l'APS à s'exprimer sur cette décision en tant que représentant des agriculteurs, le secrétaire général de l'UNPA, Mohamed Alioui a salué cette instruction ministérielle qui contribuera selon lui, à "lutter contre la spéculation et à la hausse des prix des fruits et légumes pratiqués souvent par des intermédiaires illégaux". Il a soutenu que l'autorisation des agriculteurs à vendre sans intermédiaires leurs produits aux consommateurs constituait une "mesure susceptible de contribuer à freiner la spéculation en traquant les intermédiaires illégaux".

Interrogé sur les frais de transport des produits agricoles vers les marchés de gros et de détail et leur éventuelle incidence sur les prix, M. Alioui a fait savoir que ces frais

"seront prises en charge par les coopératives agricoles desquelles dépendent les agriculteurs". "Tous les frais de transport des produits des agriculteurs vers les espaces de vente (gros et détail) sont financés par les cotisations des agriculteurs, adhérents à des coopératives agricoles", a-t-il assuré, en avançant que son organisation allait organiser des rencontres avec les agriculteurs pour vulgariser cette nouvelle démarche. Concernant les espaces aménagés aux agriculteurs pour étaler leurs produits au niveau des marchés de gros et de détail relevant du ministère du Commerce, le Directeur général de la Régulation et l'organisation des marchés au même ministère, Sami Koli a déclaré à l'APS que cinq marchés de la SPA Magros ont déjà des espaces dédiés aux agriculteurs pour la vente directe de leurs produits aux consommateurs. Il s'agit des marchés se trouvant dans les wilayas d'Aïn Defla, Sétif, Ourgla, Béchar et Mascara. M. Koli a fait savoir que les autres marchés, relevant des collectivités locales, ont reçu des instructions pour faciliter l'accès aux agriculteurs afin d'étaler

leurs produits et assurer la vente directe aux consommateurs, une décision prise, explique-t-il, après avoir constaté une hausse "injustifiée" des prix des légumes et fruits.

Dimanche, le ministère du Commerce a annoncé l'autorisation des agriculteurs à vendre "directement" leurs produits aux consommateurs au niveau des marchés de gros et même de détail, justifiant sa décision par le souci de "réguler le marché et lutter contre la spéculation".

Une mesure mal digérée par les commerçants

Au lendemain de l'entrée en vigueur de la décision, une tournée effectuée par l'APS au niveau de quelques marchés de la capitale a, cependant, montré que la mesure en question nécessitait du temps pour son application sur le terrain, en raison notamment du manque d'espace au niveau de certains marchés, alors que des commerçants s'interrogeaient sur l'utilité, voire la légalité d'une telle démarche. Au marché de gros des Eucalyptus, certains mandataires rencontrés sur place ont fait

part de leur "méconnaissance" et même de leur "mécontentement" vis-à-vis de cette nouvelle décision. Selon Nassim, commerçant rencontré au niveau de ce marché à indiqué que "le mandataire est un passage obligatoire et légal qui permet la traçabilité et surtout le contrôle des produits et leurs prix". Au niveau du marché de détail de la cité Hayet dans la commune de Gué de Constantine, les commerçants disent ne pas être informés de cette décision qui, selon eux, "n'arrange pas les vendeurs".

Hakim, un jeune vendeur de fruits et légumes, juge que cette mesure est "contre l'intérêt des commerçants détaillants".

Un autre commerçant vendeur d'oignons s'attend, quant à lui, à ce que cette décision "ne suscite pas l'intérêt des agriculteurs qui préfèrent vendre leurs produits sur le champ aux revendeurs".

Des avis similaires ont été recueillis auprès de plusieurs commerçants au marché de détail de fruits et légumes de la commune de Kouba. Vendeur de détail depuis 30 ans, Abdelkader a soutenu que "le

fait d'autoriser les producteurs de fruits et légumes à vendre leurs produits directement aux consommateurs ne pourra pas ramener les prix à la baisse". "Je pense que le problème de la hausse des prix des fruits et légumes réside dans la multiplication éfrénée des intermédiaires qui échappent au contrôle des services du commerce", a-t-il ajouté.

"Une telle décision nécessite beaucoup de temps pour être appliquée sur le terrain: comme vous constatez, le marché manque d'espaces, où va-t-on accueillir les agriculteurs?", s'interroge Bachir, un commerçant au niveau du marché de Birkhadem.

"Le marché est complètement dégradé, il faut d'abord aménager des espaces pour les commerçants locataires avant de penser à ramener des agriculteurs!", enchaîne un autre vendeur. Il demeure, toutefois, prématuré, selon plusieurs observateurs, de tirer des conclusions sur les répercussions de cette mesure sur la courbe des prix à la consommation des fruits et légumes et sur sa mise en œuvre par les agriculteurs.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Plus de 400 spécialités programmées à la prochaine rentrée

Le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels a programmé plus de 400 spécialités en modes de formation, présentiel ou par apprentissage, et ce en prévision de la rentrée 2021-2022, prévue le 5 octobre 2021, a-t-on appris du ministère.

Quelque 407 spécialités en modes présentiel ou par apprentissage ont été programmées par le ministère, dont 114 pour les stagiaires ayant le niveau de troisième année secondaire et englobant 23 branches professionnelles contenues dans la nomenclature des branches professionnelles et des spécialités du secteur.

Ces spécialités et offres de formation ouvertes répondent "aux besoins de l'économie nationale" et "facilitent l'accès et l'intégration des diplômés du secteur dans le monde du travail", selon des critères qui sont en adéquation avec les exigences des entreprises en terme de main d'œuvre qualifiée et des spécificités locales de chaque région ainsi que des progrès des technologies de pointe.

A cet effet, le secteur s'oriente à travers ces offres vers des branches à caractère prioritaire à l'image de l'industrie, le numérique, le bâtiment et travaux publics, l'agriculture et l'industrie agroalimentaire, le tourisme, l'hôtellerie et la restauration, l'artisanat, l'eau, l'environnement et les énergies renouvelables.

Les offres de formation pour les jeunes sans niveau ont également été élargies et diversifiées, ainsi plusieurs spécialités ont été programmées au profit de cette catégorie, leur permettant de bénéficier d'une formation qualifiante.

Pour rappel, le secteur de la formation assure pour cette rentrée 321.729 nouvelles places pédagogiques, tous modes et dispositifs confondus, dont 638 places au niveau des centres de formation professionnelle et d'apprentissage spécialisés pour les personnes handicapées physiques (CFPAHP), 81.042 nouvelles places pédagogiques en mode présentiel, 112.102 autres en mode par apprentissage et 3.514 en distanciel.

Le secteur offre également 18.766 nouvelles places pédagogiques en cours du soir, 5772 places destinées à la formation en milieu rural, 10.404 autres en formation par passerelles, 21.874 places pour la formation des femmes au foyer et 490 autres dans le cadre du dispositif d'alphabétisation-qualification, outre 25.616 places pédagogiques disponibles au niveau des établissements privés agréés.

Sur un total de 321.729 nouvelles places pédagogiques, 227.534 places seront en formation diplômante et 94.195 places en formation qualifiante, tandis que 35% de ces places pédagogiques seront en formation par apprentissage, dans le cadre de la politique visant à donner la priorité à ce mode de formation.

M'SILA

Lancement des travaux de renforcement du chemin de wilaya entre M'sif et Ben Srou

Les travaux de renforcement du chemin de wilaya (CW) n 3 dans son segment reliant les communes de M'sif et Ben Srou (M'sila) ont été lancés, a-t-on appris samedi des services de la wilaya.

Ce projet qui s'étend sur un linéaire de 11 kilomètres sera achevé dans un délai de six mois, ont détaillé les mêmes services, ajoutant qu'une enveloppe financière de plus de 200 millions de dinars a été allouée à cette opération qui s'inscrit dans le cadre de l'entretien des chemins de wilaya.

Il s'agit d'un projet qui contribuera, notamment à désenclaver les



régions relevant des deux communes de M'sif et Ben Srou, à réduire le nombre d'accidents sur ce segment qui connaît un important flux de circulation, a-t-on noté de même source.

Le programme de l'entretien des chemins de wilaya et chemins communaux concernera un réseau vétuste d'un linéaire global de plus de 60 kilomètres.

DJANET

De nouvelles structures éducatives en prévision de la rentrée scolaire

Le secteur de l'éducation dans la wilaya de Djanet sera renforcé par de nouvelles structures en prévision de la prochaine rentrée scolaire 2021-2022, susceptible d'améliorer les conditions de scolarisation des élèves, a-t-on appris samedi auprès des services de la wilaya.

Il s'agit d'un nouveau lycée, un collège d'enseignement moyen (CEM), un groupement scolaire, une internat (100 lits) et une cantine scolaire (100 repas/jour) dans la zone d'ombre "Taourist", en plus des salles d'extension au niveau de plusieurs établissements scolaires, ce qui permettra d'améliorer les conditions de scolarisation et le régime alimentaire des élèves, et d'atténuer le phénomène de la surcharge des classes dans certains établissements éducatifs de la wilaya, selon la même source. Lors de l'inspection des structures du secteur en prévision de la nouvelle rentrée scolaire, le wali de

Djanet, Benabdallah Chaib Eddour, a affirmé que ses services avaient pris toutes les mesures nécessaires pour assurer de bonnes conditions de scolarisation aux élèves, notamment celles liées au transport scolaire, servir de repas chauds régulièrement, ainsi que l'équipement des établissements scolaires en moyens de chauffage, en plus d'assurer la disponibilité des manuels scolaires tous titres et paliers confondus. S'agissant de la prime de solidarité scolaire, le même responsable, a indiqué que la préparation des listes des élèves concernés a été achevée, et la prime sera versée dans les comptes des bénéficiaires avant la nouvelle rentrée scolaire. Le secteur de l'éducation dans la wilaya de Djanet compte 36 établissements d'enseignement, dont 25 écoles primaires, 8 collèges et trois lycées, selon les données de la direction du secteur.

MOSTAGANEM

Covid 19 : 64 équipes mobiles pour la vaccination à travers les mosquées

Les services de la wilaya de Mostaganem ont mobilisé, vendredi, 64 équipes mobiles pour la vaccination des citoyens contre Covid-19 à travers les différentes mosquées, a-t-on appris de la cellule de communication et d'information de ces services.

La même source a indiqué que cette opération, décidée dans le cadre de la semaine de vaccination du 4 au 11 septembre en cours, vise les citoyens des agglomérations urbaines à forte densité de la ville de Mostaganem, notamment les quartiers "Horia", "Wiam" et Commandant Zegloul.

Le programme de vaccination à travers les mosquées comprend 32 établissements religieux au niveau de 27 communes sur 32 de la wilaya, 29 établissements similaires sis

dans les villages et zones enclavées, notamment au niveau de la plaine de Bouguirat, les hauteurs de la Dahra et la côte-est, a-t-on fait savoir.

Les autorités locales comptent élargir les opérations de vaccination au niveau de ces espaces (de 13 à 64 mosquées) et la mobilisation d'équipes supplémentaires pour viser un plus grand nombre possible de citoyens, permettant ainsi d'atteindre les objectifs racés, à savoir 100.000 vaccinés en une semaine.

Pour ce faire, il a été mobilisé 65 unités de vaccination et 48 mobiles en plus d'espaces supplémentaires pour les catégories de jeunes et de personnes âgées, parallèlement au dispositif spécial de vaccination au niveau de la ville de Mostaganem,

qui comprend 35% de la catégorie visée (152.000 personnes).

Ce plan, pour lequel 360 médecins et infirmiers, ainsi que 140 employés et agents ont été mobilisés, a permis d'effectuer, en moyenne, 4.000 opérations de vaccination par jour depuis le 4 septembre en cours.

La wilaya de Mostaganem a reçu, à ce jour et depuis le début de la campagne de vaccination contre coronavirus, 268.909 doses de vaccin, dont 55.410 disponibles au niveau des établissements de santé et 76.578 doses supplémentaires au niveau du stock de vaccin de la wilaya, alors que 172.000 doses, consistant en majorité en le vaccin chinois "Sinovac", ont été injectées, indique-t-on de même source.

GUELMA

Baisse attendue de la production d'olives et de miel en raison des incendies

La direction des services agricoles de la wilaya de Guelma s'attend à une baisse d'environ 5% dans la production d'olives et de près de 8% du miel, pour la saison agricole en cours 2020-2021, conséquemment aux pertes engendrées par les incendies de forêts de l'été 2021, a-t-on appris, jeudi, auprès de la direction locale du secteur.

La filière oléicole a perdu 8.834 oliviers, lors des incendies dans 16 des 34 communes de la wilaya de Guelma durant la période du 7 au 15 août dernier, a indiqué à l'APS, le directeur local du secteur, Djoudi Guenoun, détaillant que les oliviers décimés par le feu étaient parmi les arbres productifs et ceux qui n'ont pas atteint la phase de production.

Le même responsable a estimé que les pertes enregistrées dans la filière oléicole impacteront "relativement et ne devra pas dépasser 5%" des prévisions de la production de la saison agricole en cours, soulignant que le nombre d'oliviers endommagés représentent 80 hectares de la superficie dédiée à l'oléiculture dans la wilaya de Guelma qui totalise près de 13 000 hectares d'oliveraies.

M. Guenoun a expliqué que les équipes spécialisées au niveau de la direction des services agricoles sont en phase de préparation des prévisions de la production oléicole de la saison en cours, précisant que la production enregistrée au cours de la dernière saison 2019-2020 a atteint 124 335 quintaux avec un rendement de production de l'huile d'olive atteignant 17 litres par quintal.

S'agissant de la filière de miel, la même source a signalé que les incendies ont provoqué la destruction de 3 516 ruches pleines, soit un pourcentage d'environ 8% des capacités productives de la wilaya en cette filière qui compte plus de 30 000 ruches d'abeille.

Pour M. Guenoun, l'impact des incendies sur la production de miel devrait être "significatif" étant donné que les ruches touchées sont situées dans les communes de Bouchegouf, Mjaz Sfa et Hammam N'bail qui comprennent une part importante d'apiculteurs, relevant que les conditions climatiques difficiles que la wilaya a connu cette année en raison des températures élevées et la réduction du couvert végétal affecteront "négativement" la production.

Selon le directeur des services agricoles, comparée à la saison dernière, où la production de miel a atteint 2 467 quintaux, celle de cette saison devrait diminuer.

Il a déclaré que le rendement d'une seule ruche, qui était estimé à 10 kg, est susceptible de diminuer sous l'action des conditions climatiques mentionnées et la perte des ruches.

La direction des services agricoles avait recensé un total de 198 agriculteurs dans plusieurs filières dans 16 communes, affectés par les incendies qu'a connu la wilaya, principalement concentrés dans les communes de Hammam N'bail, Mjaz Sfa et Bouchegouf, à l'Est de la wilaya.

ORAN

Réception de la double voie du port d'Oran avant les Jeux méditerranéens

Le wali d'Oran Saïd Sayoud a insisté jeudi sur l'impérative réception du projet de la double voie reliant le port d'Oran à l'autoroute Est-ouest avant le début de la 19e édition des Jeux méditerranéens 2022.

Lors d'une visite d'inspection au projet, le wali a mis l'accent sur la réception de cette double voie, qui s'étend sur 26 kilomètres, au mois de mai prochain, soit avant le lancement de la 19e édition des Jeux méditerranéens que la capitale de l'Ouest algérien accueillera du 25 juin au 5 juillet prochains.

Le projet, a-t-il souligné, nécessite un montant de 14 milliards DA, soit 12 milliards DA ayant reçu l'accord de principe, en attendant l'approbation définitive du Conseil des ministres, en plus des 2 milliards de dinars restants pour l'achèvement définitif des travaux.

M. Sayoud a fait savoir que le projet a connu un retard en raison de l'état du sol difficile près de la mer, en plus de problèmes techniques comme le glissement de terrain et autres, qui ont été pris en charge définitivement.

Ce projet, dont le taux d'avancement des travaux a dépassé les 90%, permettra dès son entrée en exploitation d'apporter une grande fluidité à la circulation automobile à destination du port d'Oran.

La première tranche du projet s'étend sur une distance de 8 km à travers trois couloirs desservant toutes les destinations et la seconde tranche s'étend sur 18 km.

Le coût global du projet est de l'ordre de 40 milliards de dinars, a-t-on noté. Le wali d'Oran a également inspecté un nombre de projets concernant l'aménagement urbain de plusieurs axes menant au complexe sportif et au village méditerranéen au niveau de la localité de Belgaïd, commune de Bir El-Djir, à l'instar du boulevard du Millenium, exhortant les promoteurs et les bureaux d'étude à accélérer la cadence des travaux avant l'hiver pour éviter leur arrêt.

Auparavant, Saïd Sayoud avait procédé, au niveau du siège de la wilaya, à l'installation de Mohamed Meziane comme chef de la daïra d'Es-Senia, et Abdelhakim Fekraoui, chef de la daïra d'Oued Tlelat et Atoui Abdelhamid, chef de la daïra de Bir El-Djir, en présence des autorités locales.

La cérémonie d'installation des nouveaux chefs de daïras intervient suite au mouvement partiel opéré par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud, dans le corps des chefs de daïras dimanche dernier, sur accord du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

TINDOUF

Démarches pour l'exploitation du gisement de fer de Ghara-Djebilet

Le projet d'exploitation du gisement de fer de Ghara Djebilet (170 km Sud-ouest de Tindouf) devra connaître une nouvelle démarche à la faveur de la visite de terrain projetée samedi dans la région par une délégation du consortium chinois pour lancer les études de projet, a-t-on appris jeudi des responsables de la direction de l'énergie et des mines (DEM).

Intervenant en application au memorandum d'entente signé entre l'Algérie et la Chine, le 30 mars dernier, pour l'exploitation du gisement de fer de Ghara-Djebilet, cette visite permettra à la délégation de découvrir le site et d'examiner les voies permettant le lancement de nouveaux projets dans le cadre de l'exploitation de ce gisement, a précisé à l'APS le directeur du secteur, Saïd Boudjelal.

Un des plus importants gisements de fer dans le monde, le gisement de fer de Ghara-Djebilet, réparti en trois zones: Ouest, Centre et Est, est riche d'une réserve minière allant de 3 à 3,5 milliards de tonnes, dont une quantité de 1,7 milliard de tonnes sera exploitée dans une première phase, a expliqué le même responsable. Ce projet stratégique se assigne comme objectifs d'assurer l'approvisionnement des usines algériennes de fer et d'acier en matière première, de contribuer au développement du secteur des mines et d'augmenter les revenus algériens hors hydrocarbures, a-t-on signalé. L'Algérie table largement sur la contribution de cet investissement d'envergure à haute importance dans la libération de l'économie nationale des hydrocarbures, a relevé le directeur du secteur, ajoutant que ce projet devra générer près de 3.000 emplois à la satisfaction de la wilaya de Tindouf.

Outre son importance dans l'accélération de la cadence de développement dans la région, le projet d'exploitation du fer de Ghara-Djebilet contribuera également à désenclaver la région à la faveur de la réalisation d'une voie ferrée longue de 1.000 km pour le transport de la production vers les installations industrielles et à relier Tindouf aux wilayas d'Adrar et de Béchar, deux pôles miniers par excellence.

Une réunion du comité intersectoriel de coordination sur le projet d'exploitation du gisement de Ghara-Djebilet s'était tenue mardi au siège du ministère de l'Énergie et des Mines, selon un communiqué du ministère.

Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, avait présidé, au mois d'août dernier, la première réunion de coordination intersectorielle sur le projet de Ghara-Djebilet, en présence des ministres des départements concernés.

INDUSTRIE

Tenue de la 2^{ème} édition du Salon international de la ventilation, chauffage et climatisation du 13 au 16 septembre à Alger

Le Salon international de la ventilation, chauffage et climatisation (SIVECC) se tiendra du 13 au 16 septembre 2021 au Centre international des conférences (CIC) d'Alger, ont indiqué jeudi les organisateurs dans un communiqué. Il s'agit de la 2^e édition organisée par MS-PUB, sous le patronage du ministère de l'Industrie, qui verra la participation de plus d'une soixantaine d'exposants et qui rassemblera différents opérateurs des domaines du chauffage, de la ventilation et de l'air conditionné (distributeurs d'énergie, équipements et services en génie climatique et électrique, froid et climatisation), a précisé la même source. Cet événement verra, en outre, la présence de nombreuses institutions publiques notamment l'ANDI, l'IANOR, ALGRAC, l'INAPI et l'ONML qui auront des espaces dédiés et organiseront des conférences durant cet événement, est-il mentionné dans le communiqué. Le SIVECC, étant dédié à la technologie et à l'innovation, sera l'occasion de découvrir les nouveautés du marché et de donner de la visibilité aux acteurs des secteurs du confort aéraulique, se plaçant ainsi précurseur dans ce domaine en Algérie, a-t-on souligné. Ce salon constitue, selon les organisateurs, "une plateforme d'échange pour les professionnels de la climatisation, du froid, du conditionnement d'air, du chauffage, et de la ventilation, répondant à une demande de plus en plus croissante dans le secteur et proposant ainsi des produits de qualité et haute sécurité". Cette édition vient après le succès de la première édition en 2019 qui a vu la participation de 40 exposants et qui a drainé plus de 4.000 visiteurs", ont mentionné les organisateurs, tout en rappelant que l'édition prévue en 2020 avait été reportée au vu de la pandémie mondiale de la Covid-19.

AGRICULTURE

M. Hemdani appelle les chambres d'agriculture à assumer pleinement leur rôle d'accompagnateurs

Le ministre d'Agriculture et du Développement Rural, Abdelhamid Hemdani, a exhorté, jeudi à Alger, les secrétaires généraux des chambres d'agriculture de toutes les wilayas à assumer pleinement leur rôle en tant qu'accompagnateurs effectifs des agriculteurs et des éleveurs afin de concrétiser la feuille de route sectorielle 2020-2024 tracée par son département.

"Assumez votre responsabilité, sortez sur le terrain auprès des agriculteurs et des éleveurs et faites votre travail de sensibilisation et d'aide aux gens de la profession", a lancé M. Hemdani à l'égard de ces responsables locaux lors d'une réunion tenue au siège de son ministère dans le cadre des préparatifs de la rentrée sociale qui coïncide avec le lancement de la campagne labours-semailles pour la filière céréalière et d'autres cultures telles les produits agricoles industriels.

Tout au long de son discours, le ministre a reproché aux présidents des chambres "d'être toujours cloîtrés dans leur bureau". "Hormis les foires et les journées d'études occasionnelles, vous êtes quasiment inexistantes sur terrain", a-t-il encore dénoncé, en faisant constater que les professionnels de la filière sont livrés à eux-mêmes sans encadrement de la part de ces cadres,

surtout en ces temps difficiles (marqués par la Covid-19 et le stress hydrique).

Le ministre leur a donc ordonné de rompre avec les vieilles pratiques bureaucratiques et d'être plus opérationnels sur le terrain notamment à travers les actions de sensibilisation et d'accompagnement des acteurs de la profession mais également à travers les journées de formation sur l'itinéraire technique agricoles et les mesures phytosanitaires pour améliorer la production en quantité et en qualité.

Évaluant l'état d'avancement de la mise en œuvre de la feuille de route, M. Hemdani a admis que "les résultats sont loin d'être reluisants par rapport aux potentialités existantes". "Les indicateurs pour les meilleurs des cas sont stationnaires", a-t-il regretté, en prévenant qu'il y avait même des métiers que son secteur est en train de perdre faute d'accompagnement et de valo-

risation. Le ministre a affirmé que les acteurs du secteur peuvent et doivent rattraper le retard enregistré dans la mise en œuvre des différents programmes de la feuille de route du secteur, notamment en ce qui concerne les filières à caractère prioritaire.

Cette réunion a permis au ministre de mobiliser les chambres d'agriculture autour de la mise en œuvre des différents programmes de développement inscrits dans la feuille de route sectorielle à travers l'intensification de la vulgarisation et de la diffusion de l'information au profit des agriculteurs, des éleveurs et des investisseurs ainsi que la formation des professionnels dans les nouvelles techniques permettant l'amélioration de production et la productivité.

Dans ce cadre, le ministère de l'Agriculture avait déjà initié plusieurs dispositifs incitatifs, des textes réglementaires et des instructions ministé-

rielles dans le but de lever les contraintes auxquelles font face les professionnels et les opérateurs économiques.

Il s'agit notamment de la révision du texte régissant la création des coopératives agricoles, la révision de la convention-cadre avec la BADR et son élargissement à toutes les filières autres que la céréalicul-ture, l'autorisation d'importation du matériel rénové, la nouvelle carte agricole, les dispositifs incitatifs dans les différentes filières notamment celles dites stratégiques, le décret sur la création des bureaux d'études, la création de l'ODAS et la généralisation de la numérisation pour lutter contre la bureaucratie.

Les chambres d'agriculture ont pour rôle de vulgariser aussi les objectifs de la feuille de route, dont l'augmentation de la production et la réduction des importations, en mobilisant tous les acteurs concernés.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Fixation des modalités d'enregistrement des produits pharmaceutiques importés, et non commercialisés dans le pays d'origine

Un nouveau arrêté fixant les modalités d'enregistrement des produits pharmaceutiques importés, enregistrés et non commercialisés dans le pays d'origine, a été publié au journal officiel n°68.

Signé par le ministre de l'Industrie pharmaceutique le 22 juillet dernier, cet arrêté a fixé la composition du dossier d'enregistrement et du dossier de renouvellement de la décision d'enregistrement des médicaments à usage de la médecine humaine.

Selon cet arrêté, le pays d'origine d'un produit pharmaceutique importé est défini comme étant le pays où sont délivrés l'autorisation de mise sur le marché, le certificat du produit pharmaceutique

et, le cas échéant, le certificat de libre vente.

"Toutefois, l'établissement pharmaceutique demandeur peut, lorsqu'il s'agit d'une procédure centralisée regroupant les autorités réglementaires pharmaceutiques de plusieurs pays dont le pays d'origine concerné, présenter l'autorisation de mise sur le marché délivrée par l'autorité réglementaire pharmaceutique centrale et justifier de la commercialisation du produit pharmaceutique importé dans, au moins, un des pays membres", (article 2). La demande d'enregistrement d'un produit pharmaceutique importé, enregistré et non commercialisé dans le pays d'origine, notamment les médica-

ments essentiels, est acceptée si la commercialisation du produit pharmaceutique est effective dans un pays tiers, doté d'une autorité réglementaire pharmaceutique stricte ou que le produit pharmaceutique est enregistré, mais non commercialisé dans le pays d'origine pour un type de conditionnement et/ou de présentation uniquement, lit-on sur le journal officiel.

Les dispositions de cet arrêté stipulent également que le demandeur peut justifier la commercialisation produit pharmaceutique dans un pays tiers doté d'une autorité réglementaire pharmaceutique reconnue par l'agence nationale des produits pharmaceutiques.

DJELFA

Signature d'une convention cadre pour un projet de promotion de la filière d'élevage ovin

Une convention cadre tripartite pour la promotion de la filière d'élevage ovin a été signée, jeudi, au niveau du complexe des viandes rouges de Hassi Bahbah (55 km au Nord de Djelfa), en présence des différents partenaires impliqués dans cet important projet initié par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural.

Cette convention, signée respectivement par le président de la Fédération nationale des éleveurs, Azouï Djilali, et le PDG du Groupe agrologique (Agrolog), Zfifef Djahid Abdelwahab, vise la création de pôles d'activités au niveau des complexes régionaux d'abatage et de traitement des viandes rouges, gérés selon les normes sanitaires mondiales en vigueur.

"Cette démarche incluant deux organismes relevant du

Groupe agrologique (Agrolog), soit l'Office national des aliments du bétail (ONAB) et l'Algérienne des viandes rouges (ALVIAR), va assurer un approvisionnement régulier (en fourrages et aliments de bétail) au profit des éleveurs adhérents au programme", a affirmé M. Zfifef.

La convention vise, également, l'exploitation idoine et des complexes régionaux modernes (abattoirs) et des infrastructures de base, de manière à développer la filière des viandes rouges. A cela s'ajoute, sa contribution attendue dans l'approvisionnement des complexes régionaux des viandes rouges en matière première, grâce au partenariat liant l'ONAB, l'ALVIAR, et les éleveurs. Le responsable a, également, démontré le « rôle pivot » des complexes régionaux des viandes rouges dans

la réussite de la mise en œuvre de cette convention. A son tour, le président de la fédération nationale des éleveurs a loué cette démarche qui profitera à toutes les parties, suivant la règle « gagnant - gagnant », a-t-il dit, estimant que l'intérêt accordé à cette filière, source de revenus (directes et indirectes) de près de 15 millions de personnes, "est le reflet d'une nouvelle méthode travail au titre d'un plan ambitieux". Cette initiative s'inscrit au titre d'une nouvelle stratégie du ministère de tutelle, qui a, également, vu le lancement d'un projet de partenariat tripartite pour le contrôle des approvisionnements d'orge fourragère destinée à la consommation subventionnée et à l'accompagnement des éleveurs, en vue d'une meilleure productivité, ont indiqué les responsables de cette opération.

Expliquant, en outre, que cette même stratégie vise une baisse du coût des fourrages destinés à l'élevage, tout en renforçant l'activité des trois groupes d'abattoirs de Hassi Bahbah, Bouketh et Ain Milila, d'une part, et d'autre part garantir la disponibilité des viandes rouges, sur le marché, en quantités suffisantes et en qualité, pour au final arriver à une baisse des prix de ce produit. En marge de la signature de cette convention cadre, une réunion élargie a été tenue entre les différents partenaires, avant d'offrir l'opportunité aux éleveurs de différentes wilayas, dont Tiaret, Djelfa, Laghouat et Msila d'exposer leurs préoccupations liées entre autres, à la cherté des fourrages, la prolifération des intermédiaires dans la vente du cheptel, et la réduction des pâturages.

ACIER

Les Etats Unis proposent un système tarifaire à l'UE pour résoudre leur différend sur l'acier

Les Etats-Unis ont soumis à l'Union européenne une offre impliquant un système de contingents tarifaires pour résoudre leur différend vieux de trois ans sur l'acier européen importé, a rapporté vendredi l'agence Bloomberg, citant une source au fait de la situation.

Les représentants des deux parties discuteront de cette question à l'ouverture du nouveau Conseil du commerce et de la technologie Etats-Unis/UE qui se tiendra le 29 septembre à Pittsburgh, a-t-elle précisé, ajoutant que l'offre américaine ne concernait que l'acier et pas les exportations d'aluminium.

Les contingents tarifaires permettent aux pays d'exporter des quantités déterminées d'un produit vers d'autres pays à des taux douaniers moins élevés, mais soumettent les expéditions dépassant un seuil prédéterminé à des taxes plus élevées, selon Bloomberg.

Cette proposition survient après que les dirigeants des



Etats-Unis et de l'UE ont "convenu en mai de tracer une voie qui mette fin aux différends à l'OMC (Organisation mondiale du commerce) à la suite de l'application par les Etats-Unis de droits de

douane sur les importations en provenance de l'Union européenne en vertu de l'article 232 de la Loi de 1962 sur l'expansion du commerce.

D'après l'agence, la Commission européenne a

confirmé à ses homologues américains qu'elle souhaitait trouver une solution avant le 1er décembre.

Invoquant des préoccupations de sécurité nationale, l'administration de l'ancien président Donald Trump avait unilatéralement imposé en 2018 des droits de douane de 25% sur les importations d'acier et de 10% sur les importations d'aluminium, suscitant une forte opposition au niveau national et à l'étranger.

Faute de parvenir à un accord avec l'administration Trump, l'UE a porté l'affaire devant l'OMC et imposé des droits de douane en rétorsion sur une série de produits américains.

ITALIE

La production industrielle poursuit sa hausse en juillet

La production industrielle en Italie a poursuivi sa hausse en juillet, gagnant 0,8% sur un mois et dépassant le niveau d'avant la pandémie de coronavirus, a indiqué vendredi l'Institut national des statistiques (Istat).

En juin, la production industrielle avait augmenté de 1% après une baisse de 1,6% en mai.

L'indice s'est établi à 104,7 en juillet "et il est supérieur de 1,5 point par rapport à février 2020, avant le début de la crise sanitaire" quand il était de 103,2, a précisé l'Istat dans son communiqué.

Les principaux secteurs d'activité ont connu des hausses en juillet, dont les biens de consommation (+0,9%), les biens intermédiaires (+1,4%) et les biens d'équipement (+1,9%), à part l'énergie qui baisse de 1,5%. Comparé à juillet 2020, la production industrielle est en hausse de 7%, en données corrigées des effets de calendrier.

Premier pays touché par la crise sanitaire en Europe, l'Italie avait imposé un strict confinement en mars et avril 2020, mois durant lesquels la production industrielle a chuté de respectivement 28,1% et 21,2%.

La péninsule avait vu son PIB plonger de 8,9% en 2020, sa pire récession depuis la Seconde Guerre mondiale, dans un contexte économique chahuté par la pandémie de Covid-19.

Depuis, l'économie est repartie à la hausse, avec une progression du Produit intérieur brut de 2,7% au deuxième trimestre par rapport au précédent, supérieure aux attentes et la croissance à la fin de l'année devrait s'approcher des 6%, selon le gouvernement et l'OCDE.

ROYAUME-UNI

La croissance du PIB ralentit fortement en juillet

La croissance du Royaume-Uni a fortement ralenti en juillet, le Produit intérieur brut (PIB) affichant une hausse modeste de 0,1%, nettement moins rapide que les mois précédents, en raison d'une vague de contaminations au Covid-19 due au variant Delta.

Après une progression de 1% en juin, les analystes avaient anticipé un ralentissement, mais ce dernier est plus marqué qu'attendu. "Avec l'augmentation des cas de Covid-19 et l'aggravation des pénuries de produits et de main-d'œuvre, la reprise économique est au point mort", estime Paul Dales, de Capital Economics.

Le pays a connu un pic de contaminations début juillet attribué par beaucoup à l'Euro de foot, et le gouvernement de Boris Johnson avait levé mi-juillet la quasi totalité des dernières restrictions en vigueur, comme le port du masque, la distanciation physique ou les jauges dans les salles de spectacle.

La hausse des cas a conduit des millions de Britanniques pendant l'été à se retrouver contraints à l'isolement car infectés ou cas contact, perturbant le fonctionnement des transports, de l'hôtellerie-restauration et les approvisionnements des supermarchés voire des stations-service.

La croissance a été tirée par une hausse de la production de 1,2% en juillet mais pénalisée par les chiffres de la construction qui se sont contractés pour le quatrième mois consécutif (-1,6%), a indiqué vendredi l'Office national des statistiques (ONS).

"Les services ont stagné, freinés par les baisses de production liées au Covid dans les secteurs de la distribution et des transports et le ralentissement de la croissance dans le secteur de l'hébergement et de la restauration", selon les analystes de Pantheon Macroeconomics.

Le PIB reste inférieur de 2,1% à son niveau de février 2020, avant la pandémie.

USA

Nouvelle hausse record des prix de gros en août

Les prix de gros des biens et services aux Etats-Unis ont de nouveau grimpé à un rythme jamais vu en août sur un an, mais la hausse sur un mois continue de ralentir, selon l'indice PPI publié vendredi par le département du Travail.

Les prix à la production des produits fabriqués et services fournis aux Etats-Unis ont augmenté de 8,3% en août, par rapport à août 2020, un record depuis que les données sur un an ont commencé à être calculées en novembre 2010.

Par rapport à juillet en revanche, le rythme est ralenti, puisque la hausse des prix s'établit à 0,7%, contre 1% le mois passé. C'est toutefois un peu plus que la hausse de 0,6% qui était attendue par les

analystes. L'indice PPI est une mesure de l'inflation, qui prend en compte les prix du point de vue des fabricants et vendeurs, quand les indices PCE et CPI les mesurent côté consommateurs.

"L'inflation continue de subir les conséquences des effets de la pandémie, notamment la forte demande et les contraintes d'approvisionnement", a commenté Rubeela Farooqi, cheffe économiste pour HFE, dans une note.

"L'impact sur la demande s'estompera probablement au cours des prochains mois. Mais les chaînes d'approvisionnement présentent davantage de risques si elles continuent d'être perturbées", affirme-t-elle. Les autres mesures de l'in-

flation montrent toujours une forte hausse des prix sur un an/Mais elle tend à ralentir sur un mois. Cela conforte la théorie de nombreux économistes, qui pensent que cette forte inflation est due à des pressions temporaires, qui ne mèneront pas à une flambée durable des prix.

En juillet, l'évolution des prix à la consommation mesurée par l'indice PCE a continué à s'accélérer, à 4,2% sur un an contre 4% en juin, mais elle a ralenti sur un mois, à 0,4% contre 0,5% en juin.

L'inflation selon l'indice CPI a elle aussi ralenti sur un mois (+0,5%) et est restée stable sur un an (+5,4%).

La hausse pour août sera publiée mardi.

CHINE

Lancement du site officiel de la bourse de Pékin pour essai

Le site officiel de la Bourse de Pékin, nouvellement établie, a été lancé vendredi pour un essai de fonctionnement. Le site, www.bse.cn, dispose désormais de trois catégories, à savoir ses règles de fonctionnement, les ser-

vices pour les investisseurs et les informations de la Bourse. Le site sera davantage amélioré et les gens sont invités à faire des suggestions, d'après un communiqué sur le site.

FRANCE

Macron annonce 600 millions d'euros par an pour l'assurance récoltes

Emmanuel Macron a annoncé vendredi que l'Etat apporterait 600 millions d'euros par an pour indemniser les agriculteurs victimes de catastrophes climatiques et les aider à s'assurer contre les risques moyens, un geste très attendu par la profession.

"Vous êtes les premiers touchés par le changement climatique", a-t-il dit devant de jeunes agriculteurs, "ces événements comme le gel et les inondations deviennent récurrents". "Nous voulons créer un système d'assurance récoltes français

pour avoir la réponse la plus rapide possible quand on est touché par une calamité agricole", a-t-il dit, à l'occasion d'une visite à la foire agricole "Terres de Jim", rassemblement annuel des Jeunes agriculteurs, à Corbières-en-Provence.

Ces fonds d'Etat et européens permettront de financer le système de solidarité nationale pour les pertes les plus graves, comme celles liées au gel de ce printemps, ainsi que de développer en partie les assurances pour les risques moyens. Actuellement, moins de 30% des

agriculteurs sont assurés contre les aléas climatiques, avec de grandes différences selon les filières. Il s'est aussi engagé à faire adopter, avant les négociations commerciales de cet hiver, la loi Egalim 2 qui tente de garantir la prise en compte du coût de production dans le prix payé aux producteurs. La première loi Egalim n'était pas parvenue à ce objectif. Le chef de l'Etat a choisi de s'adresser aux agriculteurs dans le cadre d'une série de déplacements thématiques à sept mois de la présidentielle.

CANADA

Le taux de chômage à son plus bas niveau depuis la pandémie

L'économie canadienne a créé 90.000 emplois, en hausse pour le troisième mois consécutif, entraînant une baisse du taux de chômage à 7,1% (-0,4 point), son niveau le plus faible depuis février 2020 et le début de la pandémie, a annoncé vendredi Statistique Canada.

La hausse de l'emploi survenue en août, combinée à celles de juin et juillet, lui a permis de retrouver son niveau le plus proche depuis le début de la pandémie.

La baisse du taux de chômage survient

également après celles enregistrées en juin (-0,4 point) et juillet (-0,3 point).

Le taux de chômage du mois d'août était ainsi près de deux fois plus bas que lors du sommet atteint en mai 2020, à 13,7%.

"Au cours des mois précédant la pandémie, le taux de chômage s'est maintenu à des niveaux historiquement faibles et il s'est établi à 5,7% en février 2020", rappelle l'Institut national de la statistique dans un communiqué. Le nombre de Canadiens en télétravail a également diminué pour s'établir à 24%, soit

la proportion la plus faible depuis le début de la pandémie. Le chômage de longue durée a reculé en août mais est demeuré en hausse par rapport à février 2020, avant la pandémie. La hausse de l'emploi s'est concentrée dans le secteur à temps plein (+69.000), principalement dans les services, notamment d'hébergement et de restauration. Elle est principalement attribuable au secteur privé (+77.000).

En outre, le 9 août, pour la première fois depuis mars 2020, les citoyens américains complètement vaccinés contre le Covid-19

ont été autorisés à entrer au Canada pour des motifs non essentiels. Cet assouplissement a "élargi la clientèle potentielle des entreprises des régions touristiques", souligne Statistique Canada. Le travail autonome, celui des autoentrepreneurs, a lui peu varié, sans enregistrer d'augmentation pour le cinquième mois consécutif.

L'emploi a augmenté dans quatre provinces du pays, dans l'Ontario, en Alberta, en Saskatchewan ainsi qu'en Nouvelle-Ecosse.

TOUGGOURT

Un adolescent meurt noyé dans un lac à Témacine

Les éléments de la Protection civile ont repêché vendredi après-midi, le corps sans vie d'un adolescent, mort par noyade dans un lac à la daïra de Témacine (wilaya de Touggourt), a-t-on appris auprès de ce corps constitué.

Aussitôt alertés, les éléments de la Protection civile relevant de l'unité secondaire de Témacine, accompagnés de plongeurs spécialisés, sont intervenus sur place pour porter secours à la victime, âgée de 16 ans, qui s'est noyée dans cette zone interdite à la baignade, appelée localement "El-Bhour", a précisé le chargé de communication de l'unité secondaire de la Protection civile à Témacine, Mohamed Yahia Boudaoud.

"Après trois heures de recherches, ils ont réussi à repêcher la dépouille qui a été ensuite transférée à la morgue de l'Établissement public hospitalier (EPH-Slimane Amirat) au chef-lieu de wilaya", a-t-il ajouté.

Une enquête a été ouverte par les services compétents pour élucider les circonstances exactes de cet incident. La baignade en zone non-surveillées, les lacs et les mares d'eau notamment, est un phénomène qui ne cesse d'enregistrer des victimes dans la région, mais les campagnes de sensibilisation organisées durant la saison estivale, rappelle-t-on.

MOSTAGANEM

565 affaires criminelles enregistrées le mois d'août dernier

Les services de la sûreté de wilaya de Mostaganem ont enregistré, durant le mois d'août dernier, 565 affaires criminelles concernant l'atteinte aux personnes et aux biens, a-t-on appris vendredi de ce corps de sécurité. La même source a précisé que les services de la police judiciaire de la sûreté de wilaya de Mostaganem ont traité 493 dossiers judiciaires (taux de traitement de 87%) à l'encontre de 674 personnes, dont 38 femmes, 24 mineures et 5 étrangers impliqués dans de nombreux crimes.

Concernant les poursuites judiciaires, 67 personnes ont été placées en détention préventive et 103 autres personnes ont comparu en citation directe, alors que 17 personnes ont bénéficié de la relaxe, durant la même période. Durant le mois d'août dernier, 359 dossiers ont été transmis aux juridictions judiciaires concernées et deux personnes ont été remises à d'autres services de sécurité et la verbalisation de 69 autres personnes, alors que 48 personnes se trouvent en état de fuite et font l'objet de recherches, jusqu'à leur arrestation, selon la même source.

De son côté, la brigade de lutte contre la commercialisation de stupéfiants, relevant de la sûreté de wilaya de Mostaganem, a saisi une quantité de 564 grammes de kif traité et 19 cigarettes fourrées de drogue, en plus de 1.870 psychotropes et 2.786 unités de différents types et formats de boissons alcoolisées, a-t-on indiqué.

GHARDAÏA

Un mort et trois blessés dans un accident de la circulation

Une personne a trouvé la mort et trois autres ont été blessées dans un accident de la circulation survenu vendredi à 150 Km au sud de Ghardaïa, a-t-on appris auprès des services de la Protection civile.

L'accident s'est produit sur le tronçon de la route nationale (RN-1) reliant Ghardaïa à El Meneaa à une trentaine de kilomètres au sud de la localité de Hassi Lefhal (wilaya d'El Meneaa), lorsque un véhicule touristique transportant les victimes a dérapé avant de faire plusieurs tonneaux et finir sa course en dehors de la chaussée, faisant un mort sur place et trois blessés graves souffrant de multiples traumatismes, a précisé la même source.

Le corps de la victime décédée de sexe féminin (32 ans) a été transporté vers la morgue de la polyclinique de Hassi Lefhal et les trois blessés (entre 3 et 31 ans) tous de sexe masculin ont été également évacués vers les urgences de la même structure de santé, la plus proche du lieu de l'accident, a-t-on fait savoir.

Une enquête a été ouverte par la gendarmerie nationale pour déterminer les circonstances exactes de l'accident.

FEUX DE FORÊTS

Khenchela: l'incendie enregistré dans la forêt de Chaâbat Khaled circonscrit

Les éléments de la Protection Civile, soutenus par les agents de la Conservation des forêts de Khenchela ont réussi à circonscire l'incendie qui s'est déclenché, jeudi, dans la forêt de Chaâbat Khaled dans la commune de Yabous, a-t-on appris, vendredi, de la direction locale de la Protection Civile.

Les équipes d'intervention relevant de l'Unité secondaire de la Protection Civile de Bouhmama et les colonnes mobiles des wilayas de Khenchela et d'Oum El Bouaghi ont réussi à éteindre l'incendie qui s'est déclaré hier dans la forêt de Chaâbat Khaled (commune de Yabous), en collaboration avec des agents forestiers et des travailleurs de l'entreprise régionale du génie rural, et avec le renfort de la direction générale de la Protection civile (DGPC) qui a mobilisé deux (2) avions bombardiers d'eau espagnols, précise la même source.

L'opération d'extinction de l'incendie a duré plus de



8 heures, ajoute la même source, notant que le relief difficile d'accès de cette région montagneuse, la canicule et les vents forts ont compliqué la tâche aux équipes intervenantes dans

la région. Selon la Direction de la Protection Civile de Khenchela, l'opération de surveillance et de gardiennage de la forêt de Chaâbat Khaled dans la commune de Yabous se poursuit toujours

par ses éléments, accompagnés par les agents de la Conservation des forêts, pour empêcher la reprise du feu ou le déclenchement de nouveaux foyers.

Les éléments de la Conservation des forêts de la wilaya de Khenchela procèdent à un inventaire de la superficie du couvert forestier ravagé par l'incendie dans la forêt de Chaâbat Khaled, a-t-on indiqué.

Pour rappel, des incendies se sont déclarés les mois de juillet et août derniers dans les forêts d'Aïn Mimoune à Tamza, Ghelia, Bouhmama, Ouansigha et de Babar dans la wilaya de Khenchela, détruisant plus de 8,500 hectares de couvert forestier.

Plus de 1.500 éleveurs touchés par les incendies indemnisés à travers le pays

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a achevé jeudi l'opération d'indemnisation en nature de tous les éleveurs (plus de 1500), touchés par les incendies enregistrés à travers le pays le mois d'août dernier, a-t-on appris d'un représentant du ministère.

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a "clôturé le dossier des indemnisation des éleveurs de cheptel touchés par les incendies", en leur octroyant des indemnisations en nature (têtes bovines, ovines et caprines), a affirmé Miloud Tariaâ, chargé des études et des autorisations au cabinet du ministre de l'Agriculture et du Développement rural, à l'APS, en marge de l'opération d'indemnisation des éleveurs à la ferme Mouissi, dans la commune de Tamlouka (wilaya de Guelma).

Soulignant que la wilaya de Guelma est la dernière étape de l'opération d'indemnisation de cette catégorie de sinistrés, le responsable a indiqué que les éleveurs ayant bénéficié de l'opération d'indemnisation sont issus de six wilayas, à savoir Tizi Ouzou, Béjaïa, Jijel, Skikda, Bouira et de Guelma.

Il a ajouté que la wilaya de Tizi

Ouzou a reçu le plus gros lot d'indemnisation, compte tenu de l'importance des dégâts causés par les incendies (600 vaches laitières, 3.000 têtes ovines et 2.500 têtes de caprines).

L'opération d'indemnisation des éleveurs a eu lieu en un temps record, et ce en exécution des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et du ministre de l'Agriculture et du Développement Rural, Abdelhamid Hamdani, portant "accélération de l'indemnisation des sinistrés des incendies", a poursuivi M. Tariaâ. Le ministère de tutelle oeuvre actuellement à préparer le lancement de l'indemnisation d'une autre catégorie de sinistrés, à savoir les agriculteurs dont les arbres fruitiers ont été détruits par les incendies du mois d'août dernier, a révélé le responsable.

Le lancement de l'opération devant concerner des sinistrés de 18 wilayas est prévue "d'ici à fin septembre ou début octobre", alors que l'indemnisation des apiculteurs, a-t-il relevé, a été ajournée pour des raisons techniques "au printemps de l'année 2022".

Pour sa part, le wali de Guelma, Mme Labiba Ouinaïz Mebarki, a déclaré à la presse en marge de l'opération, que

les indemnisations ont concernés 5 éleveurs ayant bénéficié de 157 têtes ovines et 2 têtes bovines, souhaitant les voir rattrapés les pertes subies dans les meilleurs délais et mettant en exergue les efforts déployés par l'Etat pour les accompagner. Le directeur local des Services agricoles (DSA), Djoudi Kenoune, a affirmé, de son côté, que les têtes ovines et bovines remises aux éleveurs a fait l'objet de contrôle vétérinaire minutieux. Les bénéficiaires des indemnisations, tous issus des mechtas Ain Safra et Ain Hamra situées dans la commune de Ain Nbaïl (extrême Est de Guelma), ont salué les efforts déployés par les pouvoirs publics pour les indemniser dans les plus brefs délais, souhaitant à cette occasion que les indemnités concernent également les étables et constructions détruites par le feu.

Le président de la Chambre agricole de Guelma, Amar Lahdidi, a indiqué, à ce sujet, que la Chambre a informé les instances concernées, affirmant que des responsables centraux du secteur ont rassuré qu'un terrain d'entente sera trouvé dans les meilleurs délais pour permettre aux éleveurs de reprendre leur activité.

AÏN DEFLA

Arrestation de sept malfaiteurs pour "atteinte à l'ordre public"

Les services de sécurité de Aïn Defla ont mis fin à Sidi Lakhdar (22 km à l'est du chef-lieu de wilaya) aux activités d'une "dangereuse" bande de malfaiteurs composée de sept repris de justice pour "atteinte à l'ordre public, violence et agression physique contre des citoyens", a-t-on appris, vendredi, auprès de la cellule de communication et des relations publiques (CCRP) de la sûreté de wilaya.

"Dans le cadre de la lutte contre la criminalité des bandes de quartiers, notamment s'agissant de la lutte contre l'atteinte à l'ordre public ou aux agressions physiques à l'arme blanche, les services de la sûreté

urbaine externe de Sidi Lakhdar ont mis fin aux agissements d'une bande de malfaiteurs composée de sept repris de justice, âgés entre 24 et 38 ans", a indiqué la même source.

L'affaire remonte au début de la semaine en cours lorsque les éléments de la police ont reçu, à la mi-journée, un appel sur le numéro vert (15-48) faisant état d'une bagarre acharnée à l'arme blanche au niveau de la rue du premier novembre à Sidi Lakhdar, selon la même source.

Après avoir pris les précautions d'usage, les policiers se sont rendus vers le lieu indiqué, réussissant, grâce à un haut degré de pro-

fessionnalisme, à maîtriser la situation, arrêtant les membres de la bande en question, lesquels ont tenté vainement de prendre la fuite, a-t-on détaillé.

L'opération a également permis de saisir des armes blanches (épées et grands couteaux à cran d'arrêt) ainsi qu'une quantité de comprimés psychotropes, a-t-on fait savoir.

Les sept membres du réseau ont été transférés vers le siège de la sûreté urbaine de la même ville pour le parachèvement des procédures juridiques nécessaires, a-t-on ajouté, signalant que les premiers éléments de l'enquête ont fait ressortir que les personnes

arrêtées agissaient également au sein d'une bande versée dans le trafic de psychotropes.

Un dossier judiciaire a été établi à l'encontre des sept individus portant sur les griefs de "dispute sur la voie publique, constitution d'une bande de malfaiteurs, port d'armes blanches prohibées, menace et agression de citoyens et trafic de psychotropes".

Présentés jeudi devant les instances judiciaires de Khémis Miliana, six des mis en cause ont été placés sous mandat de dépôt au moment où le septième a été placé sous contrôle judiciaire, a-t-on conclu de même source.

AFGHANISTAN

93% de ménages n'ont pas assez à manger (ONU)

En Afghanistan, plus de neuf ménages sur 10 n'ont pas assez de nourriture, a alerté l'ONU vendredi à quelques jours d'une conférence destinée à lever les 606 millions de dollars dont l'organisation a besoin d'ici fin 2021 dans ce pays.

Quelque 93% des ménages du pays n'ont pas assez de nourriture selon une enquête téléphonique menée par le Programme alimentaire mondial (PAM) du 21 août -soit une semaine après que Kaboul soit tombée aux mains des talibans- au 5 septembre dans les 34 provinces du pays, a expliqué Anthea Webb, directrice régionale adjointe du PAM pour l'Asie-Pacifique, en visioconférence depuis Bangkok lors d'un briefing ordinaire de l'ONU à Genève.

"Trois familles sur quatre réduisent les portions ou empruntent de la nourriture et elles achètent aussi de la nourriture moins chère, renonçant à des aliments plus nutritifs comme les laitages, la viande ou les légumes", a-t-elle souligné.

La situation était déjà très critique à cause de la pandémie et d'une grave sécheresse mais la difficulté à accéder à de l'argent liquide depuis l'arrivée des talibans a encore fait empirer la



situation et grimper les prix des produits de première nécessité.

"La proportion de ménages qui ont recours à des stratégies extrêmes pour compenser (le manque de nourriture) a doublé", a insisté Mme Webb, citant l'exemple de parents qui renoncent aux repas pour pouvoir nourrir leurs enfants.

L'insécurité alimentaire était

déjà très répandue avant le 15 août quand 81% des ménages affaiblis ne pas avoir assez à manger.

Mais là où les familles s'autorisaient des aliments riches en protéines comme des laitages ou de la viande, une fois par semaine avant la chute de Kaboul, ont est passé à une fois toutes les deux semaines seule-

ment, a indiqué Mme Webb.

Le PAM a lui seul a besoin de 200 millions de dollars d'ici la fin de l'année pour aider 14 millions d'Afghans sur une population totale de 38 millions.

La conférence ministérielle, qui se réunira lundi à Genève en présence du secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres, doit réunir une quarantaine de ministres des pays membres dont une poignée en présentiel, ainsi que les responsables des grandes agences de l'ONU actives en Afghanistan.

Avec le retour au pouvoir des talibans à Kaboul à la mi-août, de nouveaux besoins ont émergé, souligne le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA, selon l'acronyme anglais).

Les 606 millions demandés comprennent 43 millions de dollars de besoins non financés qui figuraient déjà dans l'appel précédent, avec 193 millions de dollars destinés à de nouveaux besoins.

GRANDE BRETAGNE

Plus de deux tonnes de cocaïne saisies en mer

L'agence britannique de lutte contre le crime a annoncé samedi avoir saisi plus de deux tonnes de cocaïne d'une valeur de 160 millions de livres (187 millions d'euros) à la vente au large de Plymouth (sud-ouest de l'Angleterre).

Six hommes âgés de 24 à 49 ans - un Britannique et cinq Nicaraguayens - ont été arrêtés dans le cadre de cette opération, menée jeudi conjointement avec la police fédérale australienne et la police britannique des frontières, a précisé la NCA dans un communiqué. Ils se trouvaient à bord d'un yacht de luxe à environ 130 kilomètres de la côte lors de leur arrestation.

Le bateau, qui battait pavillon jamaïcain et venait des Caraïbes, a été escorté jusqu'au Royaume-Uni.

Selon la NCA, la police fédérale australienne a fourni, pour cette opération, des informations recueillies dans le cadre de son enquête "Ironside", qui avait donné lieu en juin à une gigantesque coup de filet mondial contre le crime organisé grâce au noyautage d'une application (Anom) utilisée pour échanger des messages codés entre malfaiteurs. "Il ne fait aucun doute que cette drogue aurait été revendue dans les communautés à travers le Royaume-Uni (...), alimentant le crime et la détresse", a déclaré Matt Horne, le vice-directeur de la NCA, dans le communiqué. "La saisie de cette drogue entravera les projets du groupe criminel organisé et sa capacité à fonctionner", a-t-il ajouté.

CHINE

Quatre morts et 14 blessés dans un accident sur un site de construction de métro

Quatre ouvriers ont été tués et 14 autres blessés vendredi dans un accident sur un site de construction de métro, à Chengdu, ville de la province chinoise du Sichuan (sud-ouest), ont déclaré vendredi les autorités locales. L'accident s'est pro-

duit quand les ouvriers essayaient de construire des hangars anti-poussière et anti-bruit sur la ligne du métro 17, selon les autorités. Une partie des hangars s'est effondrée, faisant quatre décès et 14 blessés, selon la société Chengdu Metro.

Chine : huit morts et cinq blessés dans une explosion de gaz à Dalian

Une explosion et un incendie causés par une fuite d'un cylindre de gaz liquéfié ont fait huit morts et cinq autres blessés samedi dans un bâtiment résidentiel à Dalian, ville de la pro-

vince chinoise du Liaoning (nord-est), selon les autorités locales. L'accident s'est produit vers minuit dans l'arrondissement de Pulandian de la ville. Les pompiers et la police locale

se sont immédiatement précipités sur les lieux. L'incendie a été éteint vers 2h30, et selon un bilan établi à 4h30, huit personnes ont été confirmées mortes dans l'accident. Les bles-

sés ont été envoyés dans les hôpitaux locaux et sont dans un état stable. Les habitants du bâtiment ont été évacués.

Une enquête sur les causes de l'accident est en cours.

THAÏLANDE

Bangkok rouvrira ses portes aux touristes vaccinés en octobre

La Thaïlande prévoit de rouvrir Bangkok aux visiteurs vaccinés en octobre, ont annoncé vendredi les autorités, alors que le royaume cherche à sauver une industrie touristique frappée par la pandémie.

Les voyageurs étrangers complètement vaccinés pourront se rendre à Bangkok et dans quatre autres provinces sans avoir à subir une quarantaine de deux semaines dans un hôtel, selon l'Autorité du tourisme de Thaïlande (TAT).

Les cinq régions - dont les provinces de Chiang Mai, Chon Buri, Phetchaburi et Prachuap Khiri Khan - devraient suivre un modèle expérimental déjà en place depuis juillet sur l'île de Phuket.

Les touristes concernés doivent rester dans une certaine zone pendant sept jours

après leur arrivée et passer des tests de dépistage. Plus tard en octobre, 21 autres destinations seront ajoutées à la liste, dont Chiang Rai, Sukhothai et Rayong, une destination balnéaire très prisée. Trois autres îles thaïlandaises, Samui, Tao et Phangan ont également rouvert au tourisme, avec des restrictions légèrement plus lourdes.

Plus de 29.000 visiteurs internationaux entièrement vaccinés ont fréquenté la plage de Phuket dans le cadre de son programme expérimental, générant près de 50 millions de dollars de recettes selon le porte-parole du gouvernement, Thanakorn Wangboonkongchana. Mais la troisième vague, la plus meurtrière en Thaïlande, ne s'est pas encore totalement calmée, et l'agence de tourisme a prévenu que les

plans pourraient changer. La Thaïlande a traversé l'année 2020 relativement épargnée par le Covid-19, enregistrant un faible nombre d'infections.

Mais depuis avril, les cas ont grimpé en flèche avec l'arrivée du variant Delta, atteignant plus de 1,3 million de cas et près de 14.000 décès. Environ 16% de la population thaïlandaise a reçu deux doses de vaccin contre le coronavirus, selon le gouvernement. Le tourisme représentait un cinquième du revenu national de la Thaïlande avant la pandémie, mais les restrictions sévères imposées aux voyageurs pour lutter contre le virus ont réduit comme peau de chagrin le flot habituel de visiteurs étrangers, causant la pire performance économique depuis plus de 20 ans.

MIGRATIONS

France : sauvetage de 126 migrants qui tentaient de rejoindre l'Angleterre

Cent vingt-six migrants, dont plusieurs femmes et enfants, ont été secourus en mer vendredi dans le détroit du Pas-de-Calais, au Nord de la France, alors qu'ils tentaient de rejoindre l'Angleterre à bord d'embarcations de fortune, ont indiqué samedi les autorités maritimes.

Une première embarcation, signalée en difficulté au large du port de Dunkerque, transportait 43 personnes, dont six femmes, deux enfants et deux bébés, selon un communiqué de la préfecture maritime de la Manche et de la mer du Nord (Pemar).

Ils ont été récupérés par un patrouilleur de la Marine nationale, et pris en charge par les pompiers, l'un d'eux se trouvant en hypothermie, avant d'être confiés à la police aux frontières (PAF). Quarante migrants ont également été secourus dans le chenal du port de Calais, et récupérés par un remorqueur d'intervention, d'assistance et de sauvetage.

Ce même remorqueur a enfin secouru 43 autres naufragés, en difficulté au large de Dunkerque. Ils avaient eux-mêmes appelé les secours pour "demander assistance", précise la Pemar. Tous ont été ramenés au port de Dunkerque et confiés à la PAF. Depuis la fin 2018, les traversées illégales de la Manche par des migrants cherchant à gagner le Royaume-Uni se multiplient malgré les mises en garde répétées des autorités qui soulignent le danger lié à la densité du trafic, aux forts courants et à la basse température de l'eau.

Selon le préfet maritime Philippe Dutrieux, quelque 15.400 migrants ont tenté la traversée entre le 1er janvier et le 31 août, dont 3.500 ont été "récupérés en difficulté" dans le détroit et ramenés sur les côtes françaises.

En 2020, 9.500 personnes avaient tenté la traversée, contre 2.300 en 2019 et 600 en 2018.

Mi-août, le naufrage d'une embarcation a provoqué la mort d'un migrant érythréen.

L'an dernier, quatre membres d'une famille kurde iranienne étaient morts et leur enfant d'un an avait disparu avant d'être retrouvé, selon des médias britanniques, plusieurs mois plus tard sur les côtes norvégiennes.

FRANCE - ESPAGNE

Démantèlement d'un trafic de cannabis entre la France et l'Espagne

La police française a démantelé un trafic de cannabis entre la région lyonnaise, dans le centre-est de la France, et l'Espagne, et saisi plus d'une tonne de drogue.

Les investigations des policiers français ont découvert un transport régulier de cannabis dans des camions arrivant d'Espagne, "avec le concours d'une équipe bordelaise (sud-

ouest) spécifiquement dédiée à l'ouverture de la route, depuis la frontière espagnole jusqu'aux zones de livraison", a indiqué un porte-parole. Elles avaient débuté en mai après l'interpellation dans l'agglomération de Lyon d'un véhicule transportant 200 kilos de résine de cannabis. Le chauffeur, inculpé et écroué, avait reconnu avoir acheminé la drogue en échange

de 3.000 euros. Ensuite, dans la nuit du 31 mai au 1er juin, un semi-remorqueur pris en charge depuis La Jonquera, à la frontière espagnole, par des "ouvriers" qui l'escortaient jusqu'au sud de Lyon, avait été identifié. Au matin du 1er juin, les deux chauffeurs roumains de ce camion avaient été rejoints par deux trafiquants originaires de Lyon pour décharger la car-

gaison. Les quatre hommes avaient été interpellés "en pleine transaction" au niveau d'un entrepôt dans l'agglomération lyonnaise. Dans le camion, les policiers ont découvert "de très nombreux sacs de voyage" contenant 1,2 tonne de résine de cannabis. Un sac de sport contenant 147.000 euros a aussi été découvert dans l'utilitaire conduit par les Lyonnais.

CHU DOUERA (ALGER)

Des médecins appellent à la reprise des activités médicales



Le Pr. Ahmed Aïssa du service orthopédie pédiatrique au Centre hospitalo-universitaire de Douera (hauteurs d'Alger) a appelé à la reprise des activités médicales après le recul du nombre de contaminations à la Covid-19.

Dans une déclaration à l'APS, le Pr. Aïssa a affirmé que le service d'orthopédie pédiatrique, le seul du pays à recevoir des patients de toutes les régions, a pris du retard dans les interventions chirurgicales programmées pour cette catégorie après la flambée des cas de coronavirus et sa reconversion en service Covid, ce qui a eu, a-t-il dit, un impact psychologique, social et médical sur les enfants malades et leurs familles.

"Un retard d'autant plus préjudiciable que les enfants concernés sont en pleine croissance et tout report complique davantage l'intervention, déjà complexe en soi, et diminue ses chances de succès", a-t-il averti.

La suspension des activités au niveau de son service suite à la flambée des cas de covid-19 a entraîné l'augmentation du nombre de patients en attente d'intervention chirurgicales, a-t-il regretté.

Avec le recul du nombre de cas de contamination, le Pr. Aïssa espère "une reprise rapide des activités dans son service pour pouvoir réaliser entre 15 à 20 opérations orthopédiques par mois comme avant". C'est nécessaire pour sauver ces enfants qui autrement risquent de graves handicaps, a-t-il dit.

Pour rappel, de nombreux enfants en bonne santé mentale qui se présentent au service souffrent de troubles neurologiques de mouvement au niveau des membres supérieurs et inférieurs, causés notamment par de sévères difficultés respiratoires à la naissance. Après les interventions chirurgicales, ces enfants sont orientés vers l'établissement hospitalier spécialisé en rééducation à Azur Plage, en coordination entre les deux établissements hospitaliers (celui d'Azur Plage et l'hôpital de Douera), a expliqué le Pr. Aïssa.

De son côté, le directeur général de l'hôpital, Mustapha Hamoumou, a affirmé que l'administration "a mis les moyens nécessaires à la disposition des praticiens, que ce soit pendant le pic des cas de contamination à la Covid-19 ou après sa baisse", notant qu'il existe 4 blocs opératoires "équipés des dernières technologies et qui ne sont toujours pas utilisés dans le nouveau pavillon du service Mère-Enfant".

Le même responsable s'est dit prêt à aider toutes les équipes travaillant dans le CHU à accomplir leurs tâches et activités de la "meilleure manière", que ce soit, a-t-il dit, pendant les crises ou les jours ordinaires.

De son côté, le directeur de l'institut national de santé publique (INSP) au ministère de la Santé, Pr Elias Rahal, a affirmé que le ministère "a mis en place des mécanismes spéciaux adaptés à la gestion de la situation épidémiologique pour déterminer les différentes activités hospitalières".

Pour rappel, le premier mécanisme a été mis en place le 20 mars 2020, suivi de l'Instruction n 24 émise par le Ministère en septembre de la même année afin d'enjoindre aux établissements de santé d'arrêter les activités lorsque cela est nécessaire et de les reprendre après l'allègement de la pression sur eux.

Ace propos, le même responsable a précisé que la reprise des activités et leur organisation dépend du règlement intérieur de chaque établissement, lequel est fixé par ses comités élus et par les décisions des conseils scientifiques, mais aussi du respect des instructions du ministère de la santé.

BILAN DE LA PANDEMIE DU COVID-19

262 nouveaux cas, 202 guérisons et 19 décès

Deux cent soixante-deux (262) nouveaux cas confirmés de coronavirus (covid-19), 202 guérisons et 19 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, annonce, samedi, le ministère de la Santé, dans un communiqué.

Le total des cas confirmés de coronavirus s'élève ainsi à 199.822, celui des décès à 5.558 cas, alors que le

nombre des patients guéris est passé à 136.466 cas.

Par ailleurs, 28 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source.

En outre, 14 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 25 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, tandis que 9 wilayas ont enregistré 10 cas et plus.

Le ministère de la Santé rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du confinement et du port du masque.

SANTÉ MILITAIRE

Le général-major Souid Mohamed El Bachir nouveau directeur central des Services de santé militaire par intérim (MDN)

Le général-major Souid Mohamed El-Bachir a été installé samedi dans les fonctions de directeur central des Services de santé militaire par intérim, lors d'une cérémonie présidée par le général-major Mohammed Salah Benbicha, secrétaire général du ministère de la Défense nationale, indique un communiqué du ministère.

"Au nom de Monsieur le président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, Monsieur le général-major Mohammed Salah Benbicha, secrétaire général du ministère de la Défense nationale, a présidé, ce samedi 11 septembre 2021, la cérémonie d'installation officielle du général-major Souid



Mohamed El-Bachir, dans les fonctions de directeur central des Services de santé militaire par intérim, en remplacement du général-major Bendjelloul Abdelkader, qui a bénéficié de son droit à la retraite",

précise la même source.

A cette occasion, le secrétaire général du ministère de la Défense nationale a donné "des orientations et des instructions aux cadres de cette Direction centrale, portant, en substance, sur la

nécessité de la poursuite des efforts, pour la promotion de la santé militaire aux niveaux escomptés, et ce, à travers l'amélioration des conditions de prise en charge médicale multiforme, des personnels du ministère de la Défense nationale et leurs ayants-droit, la préservation des matériels et équipements médicaux mis à disposition, ainsi que le maintien d'une disponibilité permanente, pour soutenir le secteur de la santé civile, notamment en périodes d'épidémies, de catastrophes et de risques majeurs", souligne le communiqué.

Le secrétaire général du ministère de la Défense nationale a signé le procès-verbal de passation de pouvoir, ajoute la même source.

VACCIN CONTRE LA COVID-19

Réception d'un nouveau lot de 3 millions de doses

Le ministère de la Santé a annoncé avoir reçu vendredi un nouveau lot de 3 millions de doses de vaccins anti covid-19, a indiqué samedi un communiqué du ministère.

Ainsi, le nombre total de doses acquises entre le 5 et le 10 septembre courant s'élève à 7,5 millions de doses, précise le ministère. "Le ministère poursuivra l'acquisition des quotas programmés du vaccin anti Covid-19 dans les prochains jours,

parallèlement au lancement de la campagne de vaccination", souligne le communiqué, ajoutant que toutes les doses acquises seront distribuées à l'ensemble des wilayas du pays".

A cette occasion, le ministère de la Santé appelle tous les citoyens à adhérer à cette campagne de vaccination qui se poursuivra jusqu'à la fin de l'année en cours, conclut la même source.

CAMPAGNE NATIONALE DE VACCINATION CONTRE LA COVID-19

Prolongée jusqu'à la fin de l'année (ministère)

Le ministère de la Santé a annoncé, vendredi, la prolongation jusqu'à la fin de l'année, de la campagne nationale de vaccination contre la Covid-19, lancée la semaine dernière, en vue d'atteindre un taux de vaccination de 70% de la population.

"La campagne nationale de vaccination contre la Covid-19 a été prolongée à la fin de l'année en cours, afin d'arriver à un taux de vaccination de 70% de la population, permettant ainsi d'atteindre l'immunité collective contre ce virus et un retour à la vie normale", a précisé le ministère dans un communiqué. Le ministère de la Santé a fait état

de "plus d'un (01) million de personnes vaccinées durant la période allant du 04 au 09 septembre courant", appelant, à l'occasion, l'ensemble des citoyens à continuer "à adhérer à cette campagne nationale et à se conformer aux orientations des autorités sanitaires, tout en respectant les mesures préventives avant et après la vaccination pour éviter toute contamination, au vu de la propagation de variants plus résistants".

Le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid avait insisté, samedi dernier, lors du lancement de la campagne nationale de vac-

ination, placée sous le slogan "Avec la vaccination, la vie continue", sur le "rôle prépondérant" qu'auront "les secteurs ministériels, la société civile et le partenaire social, chacun dans son champ d'intervention, dans l'endiguement de la pandémie".

Le ministre a également appelé à une "mobilisation totale" du Gouvernement et du peuple algérien pour la réussite de cette campagne de vaccination, et ce jusqu'à ce que "nous atteignons un grand nombre de personnes vaccinées", ce qui permettra, a-t-il dit, de réduire l'incidence de la pandémie et de soulager les hôpitaux".

VACCIN

La production du "CoronaVac" par Sidal est à sa "phase finale" (ministère)

Le programme de production du vaccin anti Covid-19 "CoronaVac" par le groupe public Sidal, en partenariat avec l'entreprise Sinovac, est "à sa phase finale et n'a enregistré aucun retard", a assuré vendredi le ministère de l'Industrie Pharmaceutique dans un communiqué.

"Le calendrier mis en

place pour la production de CoronaVac a été respecté, selon les délais impartis", précise la même source, relevant que la matière première a été réceptionnée selon les termes du contrat "Bulk" le 27 août dernier.

"Les analyses biologiques et bactériologiques sont en cours et durent 3 semaines",

a expliqué le ministère de l'Industrie pharmaceutique qui souligne que "toutes les installations ont été aseptisées simultanément, selon le protocole de la production d'un produit injectable notamment d'un vaccin".

"La conjugaison de toutes ces étapes aboutira au lancement de la production à la fin

du mois de septembre", selon la même source, qui insiste que le programme de production ne souffrirait d'"aucun retard" et que bien au contraire, "le transfert technologique s'est réalisé dans des délais courts, sachant que ce vaccin a moins d'une année d'existence".

P A N D E M I E D E C O R O N A V I R U S

TURQUIE

23.562 cas supplémentaires en 24 heures

La Turquie a confirmé vendredi 23.562 nouveaux cas de COVID-19, ce qui porte le nombre total d'infections dans le pays à 6.613.976, selon le ministère de la Santé.

Le nombre de décès dus au virus en Turquie a augmenté de 214 pour atteindre 59.384, tandis que 35.083 personnes supplémentaires ont guéri de la COVID-19 au cours des dernières 24 heures.

Au total, 318.835 tests ont été effectués au cours de la journée écoulée, selon le ministère. La Turquie a commencé la vaccination de masse contre la COVID-19 le



14 janvier après que les autorités ont approuvé l'utilisation d'urgence du vaccin chinois Sinovac.

Plus de 51.230.000 personnes ont reçu leur première dose de vaccin, tandis que plus de 39.960.000 ont reçu leur deuxième dose.

La Turquie a jusqu'à présent administré plus de 101.040.000 doses, y compris les troisième injections de rappel.

AFRIQUE DU SUD

Le chinois Sinovac lance des vaccins pour les enfants

Le fabricant de vaccins chinois Sinovac a lancé vendredi en Afrique du Sud une phase de tests, qui seront menés dans cinq pays dans le monde, des vaccins Covid sur les enfants et les adolescents. Le vaccin CoronaVac à deux doses sera testé sur 14.000 enfants âgés de six mois à 17 ans au Chili, au Kenya, en Malaisie, aux Philippines et en Afrique du Sud.

Il est déjà approuvé chez l'adulte dans plus de 50 pays. Récemment, la Chine a autorisé son utilisation chez les mineurs et le pays l'a déjà injecté à des millions d'enfants entre trois et 17 ans. En Afrique du Sud, qui vaccine pour l'instant les plus de 18 ans, plus d'un tiers de la population a moins de 19 ans. Quelque 2.000 enfants sud-africains participeront à l'étude menée en collaboration avec le partenaire local de Sinovac, Numolux Group. "Dans beaucoup de cas, les maladies sont plus légères et moins graves chez les enfants, mais ils restent tout de même sensibles", a déclaré à la presse la directrice du projet, Sanet Aspinall. Et ils "peuvent ensuite la transmettre", a-t-elle ajouté, assurant que le vaccin chinois est sûr. Des essais sur les enfants des vaccins des laboratoires américains Pfizer et Moderna ont récemment abouti à leur utilisation chez des enfants de différents groupes d'âge dans plusieurs pays. "Retarder l'inclusion des enfants dans les essais des vaccins Covid retarde notre capacité à contenir" le virus, a déclaré la présidente du Conseil sud-africain de la recherche médicale, Glenda Gray, également sur place vendredi.

Sinovac est par ailleurs en discussion pour produire des vaccins contre plusieurs maladies en Afrique du Sud afin d'approvisionner tout le continent, selon Numolux.

USA

Los Angeles rend obligatoire le vaccin contre le Covid pour les élèves de 12 ans

Le district scolaire de Los Angeles, deuxième plus important des Etats-Unis, a décidé jeudi d'imposer à tous les élèves âgés d'au moins 12 ans de se faire vacciner contre le Covid-19 s'ils souhaitent fréquenter un établissement public. Ce vote des responsables du district concerne quelque 600.000 jeunes, une première à une telle échelle dans le pays. Il intervient alors que le président Joe Biden a annoncé qu'il rendait obligatoire la vaccination pour environ deux tiers des travailleurs américains, notamment les employés fédéraux et les salariés des entreprises de plus de 100 personnes.

La décision du district scolaire de Los Angeles, où le port du masque est obligatoire tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, pourrait servir d'exemple à de nombreux autres.

Enseignants et employés y sont déjà tenus d'être vaccinés contre le Covid-19.

La motion, adoptée à l'unanimité des six voix, prévoit que tous les enfants

physiquement présents en classe devront avoir reçu une première dose de vaccin d'ici le 21 novembre, et la seconde le 19 décembre au plus tard.

Un enfant atteignant douze ans - à ce minimum requis pour la vaccination contre le Covid-19 aux Etats-Unis, où elle est gratuite et disponible pour tous - disposera de trente jours pour recevoir sa première dose.

"Le vaccin est sûr, efficace et la meilleure façon de protéger nos élèves du virus", a dit sur Twitter la présidente du district scolaire, Kelly Gomez, après le vote.

Cette obligation a reçu le soutien des syndicats d'enseignants et de nombreux parents, mais se heurte à l'opposition farouche d'une minorité qui conteste le bien-fondé de la vaccination, malgré les preuves scientifiques de son efficacité contre les formes graves du Covid-19.

Selon les autorités sanitaires du comté de Los Angeles, environ 58% des jeunes âgés de 12 à 18 ans ont reçu au

moins une dose de vaccin.

Les moins de 18 ans représentaient 27% de toutes les contaminations au Covid-19 recensées dans le comté la semaine dernière.

Le Covid-19 "est une menace concrète pour la santé et la sécurité de tous les élèves au sein de la communauté du district scolaire de Los Angeles" et nuit aussi à la continuité et à la qualité de l'instruction qu'ils reçoivent, souligne la motion.

Le port du masque et la vaccination sont devenus des enjeux politiques qui divisent nombre d'Américains.

Certains gouverneurs républicains ont même souhaité instaurer des interdictions d'obligations de port du masque dans leurs Etats, invoquant la protection des sacro-saintes libertés individuelles.

Le coronavirus a contaminé des millions d'Américains depuis le début de la pandémie, et fait plus de 650.000 morts, un record mondial.

CONGO

Vaccination bientôt obligatoire pour chauffeurs et commerçants

Les commerçants et chauffeurs de bus et de taxis au Congo, comme les personnels de santé et enseignants, devront obligatoirement se faire vacciner contre le Covid-19 d'ici fin octobre, ont décidé vendredi les autorités de Brazzaville.

Cette mesure, prise par la "coordination nationale de gestion du coronavirus", fait suite au constat selon lequel la grande majorité de la population congolaise fait preuve de défiance envers la vaccination lancée en avril dernier. Les autorités, qui

viennent de prolonger l'état d'urgence sanitaire pour la 26ème fois depuis mars 2020, visent une couverture vaccinale de 60% de la population cible, en vue d'atteindre l'immunité collective.

Officiellement cette couverture est actuellement d'un peu plus de 4%. L'intensification de la vaccination "passe par les chauffeurs de taxis, bus et autres transports en commun, et les vendeurs des marchés domaniaux au plus tard le 31 octobre", a estimé la coordination de gestion de la pan-

démie dans un communiqué.

Sont également ciblés les enseignants, les personnels de santé, des affaires sociales et de la force publique, précise le texte.

Les autorités n'ont pas précisé quelles mesures seraient prises à l'encontre des éventuels récalcitrants.

Lors de la fête de l'indépendance, le 15 août dernier, le président Denis Sassou Nguesso avait affirmé que la vaccination était "la seule voie de salut", invitant ses concitoyens à adhérer massi-

vement à la vaccination.

Le pays dispose de milliers de doses de vaccin chinois (Sinopharm), russe (Spoutnik) et américain (Johnson & Johnson).

Dans le pays, plusieurs mesures restrictives sont appliquées depuis 2020.

Un couvre-feu est en vigueur à Brazzaville et Pointe-Noire de 20h à 5h du matin les week-ends et de 23h à 5h du matin les jours ouvrés.

Les frontières demeurent fermées à l'exception des frontières aériennes.

TOGO

Les lieux de cultes fermés pour un mois

Le gouvernement togolais a décidé de fermer les églises, mosquées et temples vaoudou pour un mois à compter de vendredi, "face à l'inquiétante flambée de la pandémie" de Covid 19 dans le pays, selon un communiqué.

Les autorités togolaises ont pris une série de mesures comme l'interdiction des célébrations de mariages civils, religieux et traditionnels et de toutes les manifestations culturelles, sportives et politiques pour la même durée.

Les funérailles sont également interdites et les grands bars, discothèques et boîtes de nuit doivent fermer leurs portes.

"Face à l'inquiétante flambée de la pandémie (...) le gouvernement tient à

rappeler que toutes les mesures restrictives restent en vigueur", a déclaré le gouvernement dans un communiqué diffusé jeudi soir. "Tout contrevenant à ces mesures s'expose à des sanctions conformément aux lois et règlements en vigueur".

Les frontières terrestres du pays sont fermées depuis mars 2020. Le Togo compte 23.264 cas dont 203 décès, selon les chiffres officiels publiés jeudi soir.

"Le nombre de décès ne fait qu'augmenter. En juin nous avons eu 4 décès, en juillet 22 décès et en août 33 décès.

Il y a une multiplication par quatre du nombre de malades", avait souligné mercredi Didier Koumavi Ekouévi, président du conseil scientifique, après une ren-

contre avec le Premier ministre.

Selon ce dernier, les centres de prise des malades de coronavirus sont totalement saturés. Le plus grand centre de traitement des cas graves installés à Lomé n'a qu'une capacité de 200 places, avec 30 places en réanimation.

"Un patient qui présente aujourd'hui une forme grave, ne trouvera pas de place, tant qu'un patient n'est pas libéré ou décédé", a-t-il précisé, ajoutant que la plupart des nouvelles contaminations et des décès concernent des personnes non vaccinées.

Le Togo a lancé sa campagne de vaccination le 10 mars et multiplie les appels à se faire vacciner ces dernières semaines dans les médias.

CÔTE D'IVOIRE

Le pass sanitaire envisagé si l'épidémie de Covid s'aggrave

La Côte d'Ivoire pourrait instaurer un pass sanitaire pour accéder notamment aux bars et restaurants, en fonction de l'évolution future de l'épidémie", a annoncé jeudi la présidence, à l'heure où le pays connaît une augmentation du nombre de cas de Covid-19.

"En fonction de l'évolution future de l'épidémie dans notre pays, des mesures plus contraignantes seront prises", indique un communiqué publié à l'issue d'un conseil national de sécurité. Un certificat de vaccination ou un test PCR de moins de 72 heures pourrait alors être demandé pour accéder aux bars, restaurants, maquis (gargotes populaires, ndlr), cinémas, stades, établissements hôteliers, bâtiments administratifs publics et privés, universités et grandes écoles.

Relativement peu touchée par la pandémie de Covid depuis mars 2020 - 57.293 cas et 488 décès - la Côte d'Ivoire connaît une augmentation du nombre de cas depuis plusieurs semaines. 112 personnes sont ainsi mortes sur le seul mois d'août, soit un quart des décès depuis le début de la pandémie. "La moyenne du taux de positivité est de 7%, au-dessus du seuil d'alerte de 5%, contre moins de 3% depuis le début de la pandémie en Côte d'Ivoire", alerte le communiqué.

La vaccination progresse toutefois lentement dans le pays, puisque moins de 1,5 million de personnes (5,9% de la population) ont reçu une dose de vaccin et seules 272.126 personnes (1% de la population) ont reçu les deux doses.

Le pays a commandé plus de 12 millions de doses mais n'en a pour l'instant reçu que 2,5 millions, ce qui rend l'objectif de voir 60% de la population vaccinée d'ici la fin de l'année difficile à atteindre. L'exécutif a annoncé le lancement d'une vaste campagne de sensibilisation pour vacciner en priorité les professionnels de santé, les forces de défense et de sécurité, les enseignants, les restaurateurs, les officiers de justice et les personnes à risque. Pour endiguer cette recrudescence de l'épidémie, les voyageurs arrivant dans le pays devront à partir de lundi présenter un test PCR négatif de moins de 72h contre 5 jours actuellement. En août, le président ivoirien Alassane Ouattara, 79 ans, a contracté le coronavirus et s'était confiné pendant deux semaines avant de reprendre ses activités.

CANCER DU CÔLON LE DÉPISTAGE DÈS 45 ANS

Les personnes ayant un risque de cancer colorectal devraient se faire dépister dès 45 ans.

Le dépistage du cancer du côlon doit être mis en place dès 45 ans pour les personnes à risque, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale *A cancer journal for clinicians*.

Face à l'augmentation du nombre de cas dans cette classe d'âge l'organisation américaine de médecins *American Cancer Society* recommande aux personnes ayant un risque moyen de cancer colorectal de se faire dépister dès 45 ans. Aujourd'hui, le dépistage était recommandé à partir de 50 ans. Or, 16 450 nouveaux cas de cancer du côlon ou du rectum seront diagnostiqués cette année chez les Américains de moins de 50 ans.

LE CANCER DU CÔLON DE PLUS EN PLUS FRÉQUENT CHEZ LES MOINS DE 50 ANS

"En 2014, 43 % des cas de cancer colorectal des moins de 50 ans touchaient des personnes âgées de 45 à 49", explique Rebecca L. Siegel, épidémiologiste à l'*American Cancer Society* et auteure principale de plusieurs rapports montrant une augmentation des cancers colorectaux chez les adultes aussi jeunes que les 20 et 30 ans.



« C'est un problème de santé publique », a déclaré le Dr Weber, directeur de l'oncologie chirurgicale pour la région nord-ouest de Northwell Health. « Les données épidémiologiques solides de nos registres nationaux du cancer révèlent une augmentation spectaculaire de l'incidence du cancer du côlon et surtout du cancer rectal chez les personnes de moins de 50 ans, et la grande majorité de ces cas se situe entre 40 et 49 ans. » Les nouvelles consignes, pour les plus de 45 ans, recommandent soit un examen visuel, soit une analyse de selles, dépistages qui doivent être confirmés par une coloscopie en cas de résultat positif. Plusieurs types de tests existent pour le dépistage du cancer colorectal, le choix devant se faire avec le médecin traitant. Pour la coloscopie, la fréquence conseillée est de tous les dix ans. En revanche, l'étude révèle qu'à partir de 85 ans, le dépistage du cancer du côlon n'est plus essentiel.

"Les médecins doivent inciter les patients de plus de 85 ans à ne plus faire de dépistage du cancer colorectal, car les risques de complications sont trop élevés au-delà", indique l'analyse.

Trop d'antibiotiques augmente le risque du cancer du côlon

La prise d'antibiotiques pendant plusieurs mois augmente le risque de développer un cancer du côlon dans les 5 à 10 ans qui suivent, selon une nouvelle étude suédoise portant sur plus de 40 000 cas de cancer.

Une étude britannique avait déjà montré qu'une consommation prolongée d'antibiotiques augmente de manière significative le risque de formation de polypes dans le côlon, un signe précurseur du cancer de l'intestin. Une nouvelle étude de l'université d'Umeå, en Suède, portant sur plus de 40 000 cas de cancer du côlon, vient appuyer cette découverte. Elle montre en

effet que la prise régulière d'antibiotiques provoque des changements durables dans le microbiome intestinal qui font le lit du cancer du côlon. Et qu'ils augmentent plus précisément le risque de cancer colorectal proximal, qui touche la partie supérieure du côlon.

UN RISQUE DE CANCER AUGMENTÉ DE 17%

Certes, les auteurs reconnaissent que cette découverte n'indique pas que les antibiotiques conduisent irrémédiablement au développement du cancer colorectal. Mais les antibiotiques modifient fondamentalement le microbiote, en réduisant la résistance aux bac-

téries hostiles comme *Escherichia-Coli* ou *Klebsiella pneumoniae*. Cela pourrait avoir un rôle crucial dans le développement du cancer de l'intestin, expliquent les auteurs de l'étude.

Le côlon proximal serait particulièrement vulnérable à ces changements, car c'est lui qui subit le plus grand débordement d'antibiotiques provenant de l'intestin grêle. L'étude montre que, par rapport aux personnes n'ayant consommé aucun antibiotique, celles qui en avaient pris pendant au moins 6 mois avaient 17% plus de chances de développer un cancer colorectal proximal.



LE CURCUMA EFFICACE POUR LE STOPPER ?

Il serait possible de traiter le cancer du côlon par l'action associée de la curcumine et la silymarine. La curcumine associée à silymarine serait capable de stopper la multiplication des cellules cancéreuses du cancer du côlon et de les éliminer, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale *Journal of Cancer*. Cette piste phytochimique offrirait une voie thérapeutique sans effet secondaire pour traiter le cancer colorectal. L'alimentation nourrit notre corps mais le soigne aussi. De plus en plus d'études vantent les mérites protectionnistes d'une alimentation saine et équilibrée sur notre santé. Cette nouvelle publication montre que la curcumine et la silymarine associées seraient capables d'arrêter la prolifération des cellules cancéreuses du cancer du côlon. La curcumine est la prin-

cipale composante de l'épice curcuma et la silymarine est un composé bioactif du chardon utilisé comme un supplément de protection contre les maladies du foie.

LE CANCER DU CÔLON VAINCU PAR LA CURCUMINE ET LA SILYMARINE

Les chercheurs de l'Université de Saint-Louis aux États-Unis ont étudié en laboratoire les effets antiprolifératifs de la curcumine utilisée seule comme ceux de la silymarine seule et ceux de la combinaison de curcumine et silymarine sur les cellules cancéreuses. Les résultats de leur expérience ont montré que la curcumine inhibe la prolifération des cellules du cancer du côlon d'une manière dépendante

de la concentration, alors que la silymarine a permis une inhibition significative seulement aux plus fortes concentrations de cellules. Les chercheurs ont aussi constaté un effet synergique lorsque les cellules du cancer du côlon ont été traitées avec la curcumine et de la silymarine ensemble. En effet, cette combinaison a conduit à l'inhibition du cancer du côlon.

« C'est donc une approche thérapeutique alternative prometteuse, aux traitements médicamenteux standards qui vient d'être identifiée, exempté de problèmes de toxicité et d'effets secondaires », explique Amanda Montgomery du Département de nutrition et diététique, de l'Université Saint Louis. Des essais cliniques sont nécessaires pour valider les conclusions de cette étude prometteuse.

CENTRAFRIQUE

L'employé d'une ONG danoise tué dans l'explosion d'une mine

Un travailleur humanitaire centrafricain employé par une ONG danoise a été tué jeudi quand son véhicule a sauté sur un engin explosif dans le nord-ouest de la Centrafrique, en proie à des combats entre des rebelles et l'armée, a annoncé l'organisation vendredi.

Trois autres membres du Conseil Danois pour les Réfugiés (DRC pour Danish Refugee Council), sur les huit occupants de deux de ses voitures circulant en convoi à environ 500 km au nord-ouest de Bangui, ont été "légèrement blessés" dans l'explosion, a ajouté l'ONG, sans donner de détails sur les circonstances du drame ni sur les victimes.

L'un des véhicules a "heurté un engin explosif", écrit DRC dans un communiqué.

La coordinatrice humanitaire de l'ONU en Centrafrique, Denise Brown, s'est dite "très choquée par la mort d'un travailleur humanitaire" dans un communiqué, et a "fermement condamné l'utilisation d'engins explosifs" qui font de nombreuses victimes dans ce pays pauvre d'Afrique centrale théâtre d'une guerre civile sanglante depuis 2013.

"Entre janvier et août 2021, 27 incidents impliquant des engins explosifs ont coûté la vie à au moins 14 civils et ont blessé 21 civils et deux casques bleus des Nations Unies dans l'ouest du pays", a déploré Mme Brown.

La guerre civile a éclaté en 2013 après un coup d'Etat contre le président François Bozizé par une alliance de groupes armés à majorité musulmane, la Séléka, et les représailles lancées par des milices dites anti-balaka, dominées par des chrétiens et des animistes, fondées par le chef de l'Etat déchu.

Les affrontements sanglants entre les deux camps, dont les civils ont été les principales victimes, ont culminé en 2014 et 2015, et Séléka et anti-balakas ont été accusés par l'ONU de crimes de guerre et contre l'humanité.

La guerre civile a considérablement baissé d'intensité depuis 2018 mais des groupes armés, issus ou non de l'ex-Séléka et des anti-balaka, occupaient encore fin 2020 plus des deux tiers de la Centrafrique.

Certains ont lancé en décembre une rébellion contre le pouvoir du président Faustin Archange Touadéra à la veille de la présidentielle.

Ce dernier a été finalement réélu le 27 décembre et son armée, grâce à l'appui de centaines de paramilitaires russes et de soldats rwandais, a aujourd'hui largement reconquis le territoire.

APB

LIBYE

Les élections représentent une opportunité pour la stabilité et l'unité en Libye (envoyé de l'ONU)

L'envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU pour la Libye et chef de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) Jan Kubis a indiqué vendredi que les élections prévues le 24 décembre étaient importantes pour maintenir la paix dans ce pays.

Ces élections ont été convenues dans le cadre d'une feuille de route politique découlant du cessez-le-feu historique d'octobre dernier entre les autorités rivales de la Libye et de la mise en place d'un gouvernement d'unité nationale (GNU) plus tôt cette année. "La Libye est à un carrefour où des résultats positifs ou négatifs sont également possibles. Avec les élections, il y a une opportunité pour la Libye de passer progressivement et de manière convaincante à une voie plus stable, représentative et civile", a déclaré M. Kubis lors d'un point de presse.

"Ne pas organiser d'élections pourrait gravement détériorer la situation dans le pays, pourrait entraîner des divisions et des conflits", a-t-il averti. L'envoyé de l'ONU a par



ailleurs exhorté "les acteurs libyens à unir leurs forces et à garantir des élections parlementaires et présidentielles inclusives, libres et équita-

bles, qui doivent être considérées comme une étape essentielle pour stabiliser et unir davantage la Libye", soulignant que la communauté

internationale a également la responsabilité de soutenir les développements positifs en Libye et de rester ferme contre les tentatives de déraillement.

NIGER

"Le rapport de force" a changé face aux terroristes (Bazoum)

Le président nigérien Mohamed Bazoum a assuré vendredi que le rapport de force avait changé en faveur de l'armée face aux groupes terroristes, lors d'une visite dans la région de Tillabéri, dans l'ouest du pays particulièrement touché par des attaques ces derniers mois.

"Le rapport de force a considérablement changé et vous aurez constaté que l'ennemi a changé de mode d'opération, il ne vous cherche plus parce qu'il sait ce qui l'attend", a déclaré M. Bazoum lors d'une rencontre avec les militaires déployés dans la région. "Il se rabat sur des populations désarmées innocentes

(...) se livre à un massacre à grande échelle. Partout, ils s'en prennent aux paysans qui sont dans les champs des villages les plus éloignés, les plus excentrés où ils savent qu'ils n'ont aucune chance de rencontrer nos forces", a-t-il ajouté.

Il s'agit de la première visite de M. Bazoum depuis son élection fin février, dans la région de Tillabéri, théâtre depuis des années d'actions sanglantes de groupes terroristes liés à Al Qaïda et à l'Etat islamique (EI, Daech) commises contre des civils et des militaires.

Human Rights Watch avait estimé en août que plus de 420 civils avaient été tués

depuis le début de l'année dans l'ouest du Niger.

Depuis le début de la saison des pluies en juin, les attaques visent surtout des civils travaillant dans les champs.

"Nous n'avons aucun doute quant à l'issue de cette bataille, nous en avons gagné une partie, nous la gagnerons en totalité", a déclaré M. Bazoum, reconnaissant que depuis 2015, la situation dans la région n'a eu "de cesse de se dégrader".

M. Bazoum doit se rendre samedi dans la zone d'Anzorou, un peu plus au nord du Niger, où de nombreux civils ont été tués depuis 2020.

UNION AFRICAINE

Suspension de la Guinée après le coup de force militaire de dimanche

L'Union africaine (UA) a annoncé, vendredi, la suspension de la Guinée de toutes ses "activités et organes de décision", après le coup de force mené, dimanche, par des militaires contre le chef de l'Etat, Alpha Condé.

"Le Conseil de Paix et de Sécurité (...) décide de suspendre la République de Guinée de toutes les activités/organes de décision de l'UA", a annoncé sur son compte Twitter cet organe en charge

des conflits et questions de sécurité au sein de l'Union africaine, deux jours après une décision similaire de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cedeao).

L'organisation panafricaine, basée dans la capitale éthiopienne Addis Abeba, demande également au Conseil de sécurité de l'ONU "d'approuver le communiqué final de la Cédéao", qu'elle soutient. Mercredi, la Cédéao

avait annoncé la suspension de la Guinée et l'envoi d'une mission diplomatique dans le pays, mais n'avait prononcé aucune sanction économique.

Cette mission, composée des ministres des Affaires étrangères de quatre pays et du président de la commission de la Cédéao, Jean-Claude Kassi Brou, est arrivée vendredi en début d'après-midi dans la capitale guinéenne Conakry.

La Cédéao avait également

"exigé le respect de l'intégrité physique" et la "libération immédiate" du président Alpha Condé, capturé par les putschistes dimanche.

Les forces spéciales guinéennes conduites par leur commandant, le lieutenant-colonel Mamady Doumbouya, ont annoncé, dimanche, avoir capturé le chef de l'Etat pour mettre fin à son mandat.

Elles ont dissous le gouvernement et les institutions et aboli la Constitution.

CÔTE D'IVOIRE

Cinq morts dans le crash d'un hélicoptère de l'armée dans le nord

Cinq personnes sont mortes dans le crash d'un hélicoptère Mi-24 de l'armée ivoirienne dans la nuit de jeudi à vendredi, dans le nord de la Côte d'Ivoire, a indiqué vendredi soir le chef d'état-major général des armées. "Dans la nuit du jeudi 9 au vendredi 10 septembre 2021, un hélicoptère d'attaque Mi-24 de l'armée ivoirienne, en mission de reconnaissance sur la ligne frontalière nord a perdu tout contact avec la station de contrôle. Les recherches entreprises ont permis de localiser l'aéronef qui s'est écrasé", indique le communiqué. "Les cinq occu-



pants ont tous péri dans cet accident", ajoute le texte qui ne précise pas les

causes du crash. L'hélicoptère s'est écrasé à deux kilomètres au nord de la localité de Togolokaye, près de la frontière avec le Burkina Faso. Le contact avait été perdu vers 02H00 du matin (GMT et locales) avec l'appareil. "Une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances de ce drame", indique le communiqué du chef d'état-major des armées, Lassina Doumbia. L'armée est mobilisée dans le nord de la Côte d'Ivoire qui a connu récemment plusieurs attaques de terroristes présumés, notamment à la frontière avec le Burkina Faso (nord-est).

PALESTINE

Cisjordanie : au moins 174 blessés vendredi parmi des manifestants palestiniens

Au moins 174 Palestiniens ont été blessés vendredi en Cisjordanie, lors de la répression par l'armée israélienne de manifestations de soutien envers les Palestiniens emprisonnés dans les geôles sionistes, a indiqué le Croissant-Rouge palestinien.

Parmi les blessés, 25 ont reçu une balle en caoutchouc, a précisé la même source dans un communiqué, notant qu'un chauffeur d'ambulance et un photographe ont également été blessés.

Les autres manifestants l'ont été par les grenades lacrymogènes tirées par les soldats de l'entité sioniste pour disperser les manifestants rassemblés dans les villages de Beïta, de Houwara et de Beit Dajan près de Naplouse (nord).

Des milliers de per-



sonnes avaient participé à une manifestation en solidarité avec les six détenus palestiniens qui se sont évadés lundi d'une prison israélienne.

SYRIE

Deux soldats turcs tués dans une attaque



Deux soldats turcs ont été tués et trois autres blessés dans une attaque dans la région d'Idlib, dans le nord-ouest de la Syrie, a annoncé samedi le ministère turc de la Défense.

Une attaque a visé "une unité de retour d'une patrouille" dans la région d'Idlib, faisant deux morts et trois blessés, a affirmé le ministère.

Les soldats blessés ont été transférés vers

un hôpital. Le ministère turc de la Défense n'a pas précisé les conditions de l'attaque.

Mais selon des médias, les soldats turcs ont été tués et blessés lors de l'explosion d'une bombe sur la route Idlib-Bennish. La province d'Idlib abrite le dernier grand bastion terroriste et rebelle du nord-ouest de la Syrie.

COMMÉMORATION DU 11 SEPTEMBRE

Guterres marque le 20^e anniversaire des attentats du 11-Septembre

Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a publié samedi une déclaration à l'occasion du 20^e anniversaire des attaques terroristes du 11 septembre 2001 aux États-Unis, parlant d'un "jour sombre".

"Aujourd'hui, nous commémorons un jour sombre, gravé dans l'esprit de millions de personnes à travers le monde - un jour où

près de 3.000 personnes originaires de plus de 90 pays ont été tuées par des terroristes lors d'attaques lâches et odieuses aux États-Unis d'Amérique.

Des milliers d'autres ont été blessés", a-t-il noté. "En ce jour, mes pensées vont aux victimes et à leurs familles.

Nous rendons hommage aux survivants, qui ont dû surmonter des cicatrices physiques et émotionnelles pour reprendre le cours de leur vie.

Nous honorons les premiers intervenants qui se sont mis en danger, et dont beaucoup ont fait le sacrifice ultime, illustrant l'humanité et la compassion que le terrorisme cherche à effacer", a-t-il dit.

"Et nous nous souvenons de la solidarité, de l'unité et de la détermination exprimées il y a 20 ans par la communauté internationale, visant un avenir sans terrorisme".

"Aujourd'hui, nous sommes solidaires de la population de la ville de New York, des États-Unis d'Amérique, ainsi que de toutes les victimes du terrorisme partout dans le monde. Nous nous engageons à nouveau à travailler ensemble pour faire respecter leurs droits et leurs besoins", a déclaré M. Guterres.

LIBAN

Le nouveau gouvernement, "une étape très importante" pour le Liban (Guterres)

La nomination d'un nouveau gouvernement au Liban est "une étape très importante" pour le pays, a affirmé vendredi le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, en souhaitant "le meilleur succès" au Premier ministre Najib Mikati.

"Bien sûr, ce n'est pas

suffisant, il y a beaucoup d'autres choses à résoudre mais c'était la condition de base pour que tout le reste soit possible", a ajouté le chef de l'ONU lors d'une conférence de presse, en indiquant avoir déjà travaillé dans le passé avec Najib Mikati alors qu'il était lui-même Haut commis-

saire pour les réfugiés des Nations unies.

"Je souhaite qu'il soit capable de rassembler les différentes communautés libanaises et les différentes forces politiques libanaises afin de s'assurer que le Liban soit capable de surmonter la situation dramatique qu'il traverse actuel-

lement", a déclaré Antonio Guterres. Le Liban s'est doté vendredi d'un nouveau gouvernement après 13 mois d'attente marqués par d'interminables tractations politiques ayant aggravé une crise économique inédite qui a fait sombrer des millions de Libanais dans la pauvreté.

PORTUGAL

Décès de l'ex-président socialiste Jorge Sampaio

L'ancien président portugais, Jorge Sampaio, un socialiste ayant plus tard occupé plusieurs postes auprès des Nations unies, est décédé vendredi à Lisbonne à l'âge de 81 ans, a annoncé sa famille à l'agence Lusa.

Secrétaire général du Parti socialiste, maire de Lisbonne puis chef de l'Etat entre 1996 et 2006, M. Sampaio souffrait

de problèmes cardiaques et était hospitalisé depuis fin août.

Né à Lisbonne en 1939 au sein d'une famille bourgeoise, il entre en politique pendant ses études de droit, comme un des meneurs des grèves universitaires de 1962 contre la dictature d'Antonio Salazar (1932-1968).

Une fois devenu avocat, il défend plu-

sieurs prisonniers politiques. En 1978, quatre ans après la révolution des Œillets qui a mis fin à la dictature, Jorge Sampaio adhère au Parti socialiste fondé par Mario Soares (1986-1996), son prédécesseur à la présidence de la République.

Longtemps député, il devient secrétaire général du parti en 1989 et, la

même année, remporte la mairie de Lisbonne avec le soutien des communistes. Battu lors des législatives de 1991, il prend sa revanche en remportant l'élection présidentielle de 1996 dès le premier tour face à son rival de droite, Aníbal Cavaco Silva, qui lui succédera à la présidence (2006-2016).

CINÉMA

Le cinéaste Brahim Tsaki n'est plus

Le cinéaste algérien Brahim Tsaki, réalisateur de " Histoire d'une rencontre", un film primé au Fespaco est décédé jeudi à Paris à l'âge de 74 ans, annoncent ses proches.

Né en 1946 à Sidi Bel Abbès, Brahim Tsaki a étudié à l'École d'art dramatique à Alger avant de poursuivre ses études de réalisation en Belgique.

En 1980 il signe son premier court métrage "La boîte dans le désert" qui sera suivi de "Les enfants du vent" en 1981 puis de "Histoire d'une rencontre" primé de l'Étalon de la Yenenga au festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (Fespaco) en 1985. En 1990 Brahim Tsaki, réalisateur et scénariste, sort "Les enfants du néon" puis en 2007 "Ayrouten, l'ivresse d'un voyage à l'intérieur de



l'amour". Dans un message de condoléances adressé à la famille du défunt, la ministre de la Culture et des Arts, Wafaa Chaalal, a regretté la perte d'un grand nom de la culture qui a fait l'âge d'or du cinéma algérien.

RADIO

Radio Culture diffuse 24/24 heures à compter de dimanche prochain

La Radio Culturelle diffusera ses programmes 24/24 heures à compter de dimanche prochain, a indiqué jeudi la Radio nationale dans un communiqué.

La Radio Culture rejoint ainsi les chaînes nationales et thématiques qui diffusent également en 24/24h et pourra "offrir un service d'information public en continu".

A travers cette diffusion, la nouvelle chaîne renforcera sa présence sur la scène nationale d'information et élargira davantage son audi-

toire. Le volume horaire de diffusion de la radio Culture, en service depuis 1995, est passé de 04 à 06 heures/jour en 2004, puis à 09 heures/jour en 2016 avant d'atteindre les 12 heures/jour en juin dernier, a rappelé le communiqué.

Une progression dictée par des données thématiques, tant humaines que techniques, ajoute le document.

En parallèle avec le lancement des grilles ordinaires des programmes pour la nouvelle saison, la

diffusion des radios de Mostaganem et de Sétif se fera 24/24 heures, portant ainsi à huit (08) le nombre de radios locales qui diffusent en continu (Tamanrasset, Illizi, Adrar, Oran, Mostaganem, Sétif, Tizi Ouzou et El Bahdja à Alger).

La Direction générale de la Radio nationale accorde un intérêt particulier à la prolongation de la radiodiffusion et la diversification des grilles des radios locales, a conclu le communiqué.

PEINTURE

Des Picasso et Warhol d'un magnat new-yorkais bientôt à vendre pour 600 millions de dollars

Des œuvres de Pablo Picasso, Andy Warhol, Mark Rothko ou encore Alberto Giacometti appartenant à un couple divorcé de milliardaires new-yorkais seront bientôt mises en vente aux enchères par Sotheby's pour une valeur estimée de 600 millions de dollars, a annoncé jeudi la célèbre maison. Lors d'une conférence de presse en ligne, le PDG de Sotheby's Charles Stewart s'est félicité de s'être vu

confier la vente aux enchères - en novembre et mai prochains - d'un total de 65 œuvres, "la plus grande collection d'art moderne et contemporain jamais mise sur le marché". La maison de ventes aux enchères a estimé qu'avec une valeur totale de 600 millions de dollars, il s'agissait de l'estimation la plus élevée jamais faite pour une vente de collections d'art contemporain et moderne. La collection

appartient au magnat de l'immobilier de New York, Harry Macklowe et à son ancienne épouse Linda, mais la justice n'a jamais pu déterminer sa valeur lors du divorce très médiatisé du couple à la fin des années 2010. "Le Nez" de Giacometti et le "N 7" de Rothko pourraient se vendre 70 millions de dollars chacun, selon Sotheby's. Le célèbre "Nine Marilyns" de Warhol a été estimé entre

40 et 60 millions de dollars. Une sculpture en fil de fer et tôle de Picasso, conçue comme un monument funéraire pour le dixième anniversaire de la mort en 1918 du poète Guillaume Apollinaire, pourrait se négocier autour de 20 millions de dollars. M. Stewart a promis une vente aux enchères "historique" et qui "marquera le marché de l'art et l'histoire de Sotheby's depuis 277 ans".

MUSIQUE

La chanteuse Arlo Parks gagnante du Mercury Prize

La jeune chanteuse londonienne Arlo Parks a remporté jeudi le Hyundai Mercury Prize pour son premier album "Collapsed In Sunbeams", lors d'une cérémonie à Londres.

"Nous avons choisi une artiste à la voix singulière, qui utilise des paroles d'une beauté remarquable pour évoquer les thèmes complexes de la santé mentale et la sexualité, et qui est absolument en phase avec sa génération", a déclaré la DJ, autrice et animatrice radio Annie MacManus, en annonçant le nom de la gagnante.

Londonienne aux racines françaises, nigériennes et tchadiennes, Arlo Parks est une chanteuse, compositrice et poétesse âgée de tout juste 21 ans.

Son premier album, empruntant au trip hop et à la soul, est sorti en

janvier 2021 et a atteint la troisième place dans les charts britanniques. Après l'annonce de sa victoire, la jeune femme a déclaré qu'il lui avait fallu "beaucoup de travail et de sacrifices pour y arriver".

Douze albums étaient en lice pour le prix et dix des douze nommés se sont produits jeudi soir sur la scène de l'Eventim Apollo, célèbre salle de concert située dans le quartier d'Hammer Smith, dans l'ouest de Londres, lors d'un événement diffusé sur la BBC.

Parmi eux des artistes dont les albums ont caracolé dans les ventes comme le groupe de post-rock écossais Mogwai, la chanteuse soul Celeste, et le groupe de rock Wolf Alice, qui avait remporté le Mercury Prize il y a trois ans.

Se sont aussi produits l'artiste électro Hannah Peel, la saxopho-

niste de jazz Nubya Garcia, les rappeurs Berwyn et Ghetts ainsi que le groupe post-rock Black Country New Road, reflétant une sélection très diverse.

Parmi les favoris figurait le groupe Sault, qui ne s'est pas produit jeudi soir et dont l'identité des membres est mystérieuse. Créé en 1992, le Mercury Prize récompense le meilleur album par un artiste britannique ou irlandais.

Outre la notoriété, le vainqueur remporte 25.000 livres (29.000 euros). Dans le palmarès on retrouve notamment PJ Harvey, Alt-J, Portishead, Arctic Monkeys, The xx ou encore Franz Ferdinand.

L'an dernier, le chanteur britannique Michael Kiwanuka avait été récompensé pour son troisième album, "Kiwanuka", aux sonorités folk et soul.

CINÉMA - TÉLÉVISION

Disney va sortir le reste de ses films de 2021 dans les cinémas d'abord

Disney a annoncé vendredi que tous ses films dont la sortie est prévue d'ici la fin de l'année seront d'abord diffusés dans les cinémas, levant ainsi le doute pour de nombreuses salles soucieuses de reconnecter avec leur public.

Le film d'animation "Encanto" sortira ainsi sur grand écran le 24 novembre, et ne paraîtra pas sur la plateforme de vidéo à la demande Disney+ avant le 24 décembre.

Les autres affiches prévues, comme "The Last Duel" de Ridley Scott, "Eternals" des studios Marvel ou encore le "West Side Story" de Steven Spielberg, seront réservées aux salles obscures pendant 45 jours consécutifs au moins.

Cette décision était très attendue car l'empire du divertissement a récemment choisi de sortir en même temps sur Disney+ une série de grosses productions comme "Black Widow", "Jungle Cruise" et "Cruella", détournant ainsi une partie des recettes des cinémas traditionnels.

L'actrice Scarlett Johansson, star de "Black Widow", a d'ailleurs poursuivi Disney en justice, l'accusant de rupture de contrat lui ayant coûté des millions de dollars.

Il y a deux ans, Disney produisait des contenus pour les cinémas et chaînes de télévision. Désormais, le groupe californien a accès directement à son public via le streaming et les salles dépendent de son bon-vouloir. Un phénomène accéléré par la pandémie.

Mi-août, le patron Bob Chapek avait rappelé sa stratégie à privilégier la "flexibilité", pour être capable "de suivre le consommateur où qu'il aille".

Et "quand les salles ont rouvert, il y avait une immense réticence du public à revenir", avait-il insisté lors de la présentation des résultats financiers de l'entreprise.

Les studios Warner Bros ont aussi été vivement critiqués pour leur décision de sortir tous les nouveaux films du millésime 2021 sur leur plateforme HBO Max, même s'ils se sont par la suite engagés à une fenêtre d'exclusivité de 45 jours en salles pour l'an prochain.

CHILI - PALÉONTOLOGIE

Un "dragon volant" de l'ère jurassique identifié pour la première fois en hémisphère sud

Une équipe de scientifiques chiliens a identifié pour la première fois dans le désert d'Atacama les restes fossiles d'un "dragon volant", un dinosaure de l'ère jurassique qui n'était auparavant identifié que dans l'hémisphère nord, a annoncé vendredi l'Université du Chili.

Lors d'une expédition en 2009 à Cerritos Bayos, zone d'importantes découvertes paléontologiques dans le désert d'Atacama, des chercheurs de l'Université du Chili avaient découvert des restes fossilisés bien conservés d'une espèce alors inconnue.

Mais des analyses plus poussées ont permis de déterminer qu'il s'agissait d'un "ptérosaure non-pterodactyloïde provenant des niveaux du Jurassique supérieur" proche du stade adulte, appartenant à la sous-famille des Rhamphorhynchidae, dont on a retrouvé "un humérus gauche, une possible vertèbre dorsale et la tige d'une phalange alaire, tous conservés en trois dimensions et appartenant probablement à un seul individu".

La découverte de ces fossiles a été publiée cette semaine dans la revue scientifique trimestrielle Acta Paleontologica Polonica, éditée par l'Institut de paléobiologie de l'Académie des sciences de Pologne.

Ces "dragons ailés énigmatiques" se caractérisaient par une envergure pouvant atteindre deux mètres, a expliqué Jhonatan Alarcón, un scientifique du réseau paléontologique de l'université du Chili, qui a dirigé les études des fossiles de ptérosaures. De même, "ils se caractérisaient par une très longue queue avec une extrémité particulière en forme de diamant. Ils avaient également une tête basse, un long museau et des dents pointues et orientées vers l'avant", a-t-il ajouté. Ces fossiles sont les premiers de ce type découverts dans l'hémisphère sud, dans les territoires de l'ancien méga-continent Gondwana, qui existait il y a environ 550 millions d'années et regroupait alors l'Amérique du Sud, l'Antarctique, l'Afrique, Madagascar, l'Inde et l'Australie.

"Toutes les découvertes de la sous-famille des Rhamphorhynchidae provenaient essentiellement de l'hémisphère nord, principalement d'Europe", sur ce qui était la Laurasie l'autre ancien méga-continent composée principalement de l'Amérique du Nord, de l'Asie et de l'Europe. "Nous démontrons ainsi que la répartition des animaux de ce groupe était plus large que ce que l'on connaissait auparavant", a expliqué M. Alarcón.

INTERNET

La Conférence mondiale d'Internet de Wuzhen (Chine), du 26 au 28 septembre

La Conférence mondiale d'Internet de Wuzhen 2021 aura lieu du 26 au 28 septembre à Wuzhen, dans la province chinoise du Zhejiang (est), indiquent les organisateurs.

Initiée sous le thème "Vers une nouvelle ère de la civilisation numérique et construire une communauté de destin dans le cyberspace", la conférence sera organisée cette année à la fois en ligne et hors ligne, selon Zhao Zeliang, directeur adjoint de l'Administration du cyberspace de Chine.

Près de 2.000 représentants de gouvernements, d'organisations internationales, d'associations industrielles, d'entreprises internationales de pre-

mier rang, d'universités et d'instituts de recherche de plus de 80 pays et régions, devraient prendre part à cet événement, a indiqué M. Zhao.

L'édition de cette année comprend 20 sous-forums devant examiner les nouvelles tendances en matière de technologies numériques telles que la 5G, l'intelligence artificielle et l'écologie des logiciels libres, ainsi que les principaux sujets de gouvernance et de développement du cyberspace, dont la gestion des données, les



œuvres de charité sur Internet, la réduction de la pauvreté et les efforts mondiaux de lutte contre les pandémies.

L'événement de trois jours organisera également un concours mondial d'Internet, une exposition d'Internet et une cérémonie pour annoncer les réalisations scientifiques et technologiques d'Internet de cette année, ainsi qu'une présentation d'excellents projets sur la construction d'une communauté de destin dans le cyberspace.

NIGERIA

Extension de la suspension des réseaux mobiles

Les autorités nigérianes ont étendu vendredi la suspension des réseaux mobiles décrétée dans l'Etat de Zamfara à une partie de l'Etat voisin de Katsina, dans le nord-ouest du Nigeria, dans la cadre de la lutte contre le banditisme.

Les services de réseaux mobiles ont été coupés dans 13 des 34 districts de l'Etat de Katsina, le long de sa frontière avec Zamfara, a indiqué un conseiller du gouverneur du Katsina, Aminu Bello Masari.

"Cette suspension vise à empêcher les bandits de Zamfara de venir utiliser les réseaux du Katsina pour leurs activités terroristes", a indiqué ce res-

pensable, Ibrahim Ahmed Katsina, en référence aux gangs de malfaiteurs qui sévissent depuis de longs mois dans le nord-ouest du Nigeria.

"Nous n'hésiterons pas à étendre encore cette mesure si nécessaire", a-t-il ajouté, alors que les autorités ont suspendu toutes les communications mobiles dans l'Etat de Zamfara le week-end dernier. De multiples gangs de "bandits", comme ils sont appelés au Nigeria, multiplient de longue date les vols, les meurtres et les pillages et se sont mis plus récemment aux enlèvements de masse, notamment dans les établissements scolaires du centre et du

nord-ouest du pays. Les gangs trouvent notamment refuge à l'abri de la forêt de Rugu, qui s'étend sur les Etats de Kaduna, Katsina, Zamfara et Niger.

Des centaines de militaires, assistés d'hélicoptère et de l'aviation ont entrepris samedi de les traquer dans la région de Shinkafi, dans l'Etat de Zamfara, ont indiqué des sources proches des services de sécurité.

Suite à la coupure des télécommunications, les habitants de Zamfara se sont rendus en masse à Funtua, dans l'Etat de Katsina, pour passer des appels téléphoniques et effectuer des transactions bancaires, qui ont également été inter-

rompues. Selon des responsables locaux et des habitants, des bandes de bandits fuyant l'offensive militaire ont attaqué des communautés dans les Etats voisins. Des hommes armés de Zamfara ont ainsi enlevé plus de vingt personnes mercredi dans un village situé à la frontière de l'Etat voisin de Sokoto, selon la police.

Jeudi, six personnes ont été tuées et sept autres enlevées lors d'un raid mené avant l'aube par des bandits dans la ville de Tureta, dans l'Etat de Sokoto, selon Muhammad Sadiq Abubakar, porte-parole de la police de cet Etat.

APS

PUBLICITÉ

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
LA WILLAYA DE LAGHOUAT
DIRECTION DE L'URBANISME ET L'ARCHITECTURE ET DE LA CONSTRUCTION
ROUTE DE DJELFA - LAGHOUAT
NUMERO D'IDENTIFICATION FISCAL-NIF: 099803019005331

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

En application des dispositions du décret présidentiels N° 15-247 en date de 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

La DIRECTION DE L'URBANISME ET L'ARCHITECTURE ET DE LA CONSTRUCTION de la wilaya de Laghouat Informé l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à un appel offres ouvert avec exigence de capacités minimales N° 36/2021 lancées dans les quotidiens « DK news » en Date du 11/08/2021 portant à la réalisation des travaux /

- LOT N° 01 : Achèvement de réalisation du réseau d'assainissement des lotissements sociaux 350 lot et 250 lot commune d'AFLOU
- LOT N° 02 : Achèvement de réalisation du réseau d'assainissement des lotissements 1000 lot commune d'AFLOU
- LOT N° 03 : Achèvement de réalisation du réseau d'assainissement d' AEP lotissements 300 lot route TARCALE commune de TADJROUNNA et raccordement au réseau principal

qui a l'issue de l'évaluation des offres techniques et financier conformément aux critères prévus dans le cahier des charges, comme suit :

ENT	Désignation Du Projet	Montant/DA	Délai	OBS
Mazouzi Djilali NIF 197914380008232	- LOT N° 01 : Achèvement de réalisation du réseau d'assainissement des lotissements sociaux 350 lot et 250 lot commune d'AFLOU	7 814 101,00	70 Jours	MOINT OSANT
Rabhi Fatima NIF 271030200084172000	- LOT N° 02 : Achèvement de réalisation du réseau d'assainissement des lotissements 1000 lot commune d'AFLOU	7 660 825,20	74 Jours	ENT QUALITE TECHNIQUEMENT
Tassmi Essedik NIF 7970033119008912	- LOT N° 03 : Achèvement de réalisation du réseau d'assainissement d' AEP lotissements 300 lot route TARCALE commune de TADJROUNNA et raccordement au réseau principal	8 660 257,10	03 Mois	ENT QUALITE TECHNIQUEMENT

Tout soumissionnaire contestant le choix opéré par le service contractant, peut introduire un recours auprès de la commission des marchés publics de la wilaya de Laghouat dans un délai de 10 dix jours à compter de la date de la première parution du présent avis dans les journaux

DK NEWS Anep : 2116015781 du 12/09/2021

EPE - ALGERIE TELECOM - SPA
Direction Opérationnelle Ghardaïa

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES

N° 036/AT/DO47/SDSF/DAL/SACH /2021 (Relance).

La Direction Opérationnelle de Ghardaïa lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales à pour objet : TRAVAUX DE MAINTENANCE ET DE DEVELOPPEMENT DE LA CANALISATION FTTH conformément aux prescriptions techniques du cahier des charges, Le présent avis est constitué de sept(07) Lots séparés comme suit :

N° Lots	Désignation	Distance (Km/Artère)	Distance (Km/Alv)
01	Extension canalisation Entreprises et institutions	2,1	11,3
02	Création canalisation FTTH vers Cité 350 Logts promotion SEBT	1,48	4,07
03	Création canalisation FTTH vers 490 logts promotion BABA OUSMAIL - Zone Scientifique BOUNOURA	1,4	5
04	Création Canalisation FTTH Zone Scientifique cité 330 logts	1,11	2,09
05	Extension Canalisation FTTH cité 20 ADUT 56 METLILI	0,81	2,62
06	Extension Canalisation vers logts Administrative cité 08 Mai 1945 Mai 1945 - METLILI	0,653	1,77
07	Création canalisation FTTH vers Cité 128 logts cité sidi Abdelkader - GUERRARA	0,595	4,3

Eligibilité des candidats: Le présent appel d'offres s'adresse uniquement aux personnes physiques et/ou morales soumissionnant seules ou dans le cadre de groupements momentanés d'entreprises, qualifiées dans le domaine des travaux de génie civil, travaux publics, bâtiment et Hydrauliques de droit algérien, ayant des capacités techniques et financières pour la réalisation du projet selon les paliers suivants :

Pallier 01 : Pour les lots dont la distance est supérieure à 600 mètres linéaires (artère) Seules les soumissionnaires possédant un certificat de qualification et classification de 01 et plus sont appelées à soumissionner pour ces lots.

Pallier 02 : Pour les lots dont la distance est inférieure ou égale à 600 mètre linéaire (artère) Aucune qualification n'est exigée pour ces lots.

Les entreprises intéressées par le présent avis d'appel d'offres, peuvent retirer le cahier des charges auprès de la Direction Opérationnelle de Ghardaïa contre le paiement de deux mille dinars (2000 DA), non remboursable, représentant les frais de documentation à verser au compte bancaire n° 001 00292 0300 000 403 49 Agence BNA GHARDAIA.

Le dossier administratif, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans les enveloppes séparées et fermées, indiquant, sur chaque enveloppe, la dénomination de l'opérateur économique, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que, sur chaque pli correspondant la mention « administratif », « offre technique », « offre financière ».

Les trois (03) enveloppes susmentionnées sont insérées dans une seule enveloppe externe fermée et ne contient, aucun signe d'identification du soumissionnaire comportant les mentions suivantes :

ALGERIE TELECOM - SPA
DIRECTION OPERATIONNELLES DE GHARDAIA AVIS APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 036/AT/DO47/SDSF/DAL/SACH /2021 (RELANCE)
« TRAVAUX DE MAINTENANCE ET DE DEVELOPPEMENT DE LA CANALISATION FTTH »
« A L'OUVERTURE QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE ET EVALUATION DES PLUS ET DES OFFRES »

Les offres doivent être déposées à l'adresse suivante :
DIRECTION OPERATIONNELLES DE GHARDAIA
ADRESSE: Centre ville PLACE KHEMISTI Ghardaïa.

La date limite de dépôt des offres est fixée au quinzième (15ème) jour à 14h00 à compter de la date de la première parution du présent avis dans la presse nationale.

L'ouverture aura lieu le même jour de dépôt en séance publique à 14h00, les entreprises retenues à l'issue de la présélection seront invitées par la direction opérationnelle de Ghardaïa.

DK NEWS Anep : 2116016028 du 12/09/2021

TOUR DE GRANDE-BRETAGNE CYCLISTE Le Belge Van Aert remporte la sixième étape

Le Belge Wout Van Aert s'est rapproché au classement général du Tour de Grande-Bretagne à quatre secondes du Britannique Ethan Hayter, grâce à un troisième succès, vendredi lors de la sixième étape, de 198 km dans le nord de l'Angleterre entre Carlisle et Gateshead.

Le coureur de la Jumbo-Visma, qui avait cédé son maillot bleu la veille à Hayter (Ineos-Grenadiers), a devancé son rival au sprint pour décrocher son troisième succès d'étape sur cette édition.

"Honnêtement, je suis plutôt heureux de cette deuxième place aujourd'hui, j'atteignais mes limites et être dans un sprint à trois avec Van Aert n'est pas si mal", a déclaré le jeune Britannique, qui s'est imposé jeudi.

Le champion du monde français Julian Alaphilippe (Deceuninck-Quick Step) a pris la troisième place, qu'il occupe aussi au général avec 21 secondes de retard sur Hayter.

Une échappée de neuf coureurs dont Mark Cavendish a compté jusqu'à quatre minutes d'avance mais a été reprise dans le final. Samedi, l'avant-dernière étape, de 195 km, reliera Hawick à Edimbourg (Ecosse).

BOXE (MONDIAUX-2021 MILITAIRES) 39 pays dont l'Algérie annoncés au rendez-vous de Moscou

Trente neuf (39) pays dont l'Algérie sont annoncés par l'AIBA, pour prendre part aux 58es Championnats du monde de boxe militaire qui se tiendront du 18 au 25 septembre à Moscou (Russie).

Parmi ce total, 37 pays se sont inscrits pour participer aux compétitions du Conseil International du Sport Militaire (CISM).

Ces pays sont représentés par près de 300 athlètes, dont 49 femmes qui concourront dans 10 catégories de poids hommes et 5 catégories femmes.

Les compétitions préliminaires auront lieu au complexe sportif CSKA "Igrovoy", les finales — à la VTB Arena. En mai, l'AIBA et le CISM ont signé la convention historique de collaboration.

"Nous soutenons pleinement le CISM dans le développement de la boxe dans l'armée", a déclaré le président de l'AIBA, M.Umar Kremlev. "C'est le sport des braves et des forts. Tout le monde sait que l'armée protège les gens dans le monde entier. Je suis heureux de voir comment la boxe se développe parmi les militaires et j'ai hâte de voir le succès des champions".

Les pays engagés sont : Algérie, Angola, Arménie, Azerbaïdjan, Bangladesh, Biélorussie, Brésil, Cap-Vert, Colombie, République dominicaine, RPd de Corée, RD Congo, France, Gabon, Guinée, Inde, Iran, Irlande, Italie, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Libye, Luxembourg, Mongolie, Mozambique, Népal, Pakistan, Pologne, République du Congo, Russie, Serbie, Sri Lanka, Suisse, Syrie, Tunisie, Venezuela, Ouzbékistan, Zambie.

Les catégories de poids sont :

Hommes : 46-49kg, 52kg, 56kg, 60kg, 64kg, 69kg, 75kg, 81kg, 91kg, +91kg

Femmes : 48-51kg, 57kg, 60kg, 69kg, 75kg, APS

ATHLÉTISME - LIGUE DE DIAMANT 2021 - MEETING DE ZURICH L'Algérien Yasser Triki prend la 3^e place

L'Algérien Yasser Mohamed-Tahar Triki a terminé à la 3^e place du concours de triple-saut, lors des finales de la Ligue de diamant 2021 d'athlétisme à Zurich jeudi.

Triki a réalisé 17,03 m à son sixième et dernier essai, devancé par le Portugais Pedro Pichardo, le médaillé d'or olympique à Tokyo, vainqueur de la finale avec un saut à 17,70 m, réussi lors de sa dernière tentative.

La seconde place du concours est revenue au Burkinabé Fabrice Hugues Zongo, médaillé de bronze aux JO de Tokyo, qui a sauté à 17,20 m au 5^e essai.

Le vainqueur de la finale empochera 30.000 dollars, le deuxième 12.000 dollars tandis que le troisième se contentera de 7000 dollars, selon les "Prize money" de la Ligue de diamant 2021.

Pour rappel, le champion algérien avait pris la deuxième place lors du précédent meeting à Paris avec un saut à 16,71 mètres.

Après Zurich, Triki va



enchaîner avec le Meeting de Berlin, prévu le 12 septembre courant en Allemagne, avant de se rendre deux jours plus tard en Croatie, pour y disputer une autre compétition internationale. L'Algérien

clôturera son programme compétitif le 15 septembre en Italie, où il disputera sa dernière compétition.

"Contrairement aux trois premiers meetings, à Paris, Zurich et Berlin, pendant lesquels Triki concourra en

triple saut, il sera question de saut en longueur lors des deux dernières compétitions, prévues respectivement en Croatie et en Italie", a précisé la Fédération algérienne d'athlétisme.

HANDBALL

L'Algérien Hiouani nouveau sélectionneur des Emirats arabes unis

L'ancien entraîneur de l'équipe nationale d'Algérie de handball messieurs Sofiane Hiouani, a été nommé nouveau sélectionneur de l'équipe des Emirats arabes unis, a annoncé vendredi la Fédération émiratie sur son compte twitter.

"La Commission des équipes nationales présidée par Abdellah Said Al Kaabi a désigné l'entraîneur algérien Sofiane Hiouani comme nouveau

sélectionneur de l'équipe nationale messieurs" indiqué un communiqué de l'instance.

Le technicien algérien qui connaît bien le handball émirati pour avoir dirigé plusieurs clubs locaux dont le dernier en date la formation de Sharjah est attendu dans les prochains jours pour entamer sa nouvelle mission, précise la même source. L'objectif assigné au nouveau

sélectionneur est de préparer de l'équipe émiratie en vue du championnat d'Asie de handball prévu en Arabie saoudite en janvier 2022 et qualificatif au mondial qui aura du 12 au 29 janvier 2023 en Pologne et en Suède. Pour rappel, l'ancien entraîneur de Bordj Bou Arreridj, avait dirigé la sélection nationale algérienne lors de la Coupe d'Afrique des nations 2018 au Gabon.

JUDO - CHAMPIONNATS DU MONDE "JUNIORS" La sélection algérienne (garçons) en stage de préparation à Jijel (Fédération)

La sélection algérienne (juniors/garçons) de judo a entamé jeudi un stage bloqué à Jijel, qui s'étendra jusqu'au 19 septembre courant, en vue des prochains Championnats du monde de la catégorie, prévus du 6 au 10 octobre à Olbia

(Italie), a-t-on appris vendredi auprès de la Fédération algérienne de judo (FAJ). Neuf athlètes composent cette sélection masculine, dont le stage "est entièrement pris en charge par la Ligue locale de judo" a encore précisé

l'instance fédérale dans un bref communiqué. De son côté, la sélection nationale (juniors/filles) était entrée en stage un peu plus tôt, au Lycée sportif de Draria (Alger), sous la direction de la médaillée olympique Soraya Haddad. Un regroupement

qui devrait s'achever "le 13 septembre courant", également pour préparer les prochains Mondiaux de la catégorie en Italie et pendant lesquels l'Algérie espère réussir une participation honorable.

CYCLISME

L'Algérienne Nesrine Houili prête pour les Championnats du monde "juniors" sur route

La cycliste algérienne Nesrine Houili, entièrement remise d'une blessure, a repris les entraînements jeudi à Oran, pour entamer la préparation des Championnats du monde "juniors" sur route, prévus du 19 au 26 septembre courant en Belgique.

La championne d'Afrique "juniors" avait contracté cette blessure aux Championnats du monde sur piste de sa catégorie d'âge, disputés du 1^{er} au 5 septembre courant au Caire (Egypte).

C'était en finale de l'épreuve de l'élimination, disputée le 3 septembre, et pendant laquelle Houili avait chuté en même temps qu'un important groupe de filles, contractant au passage une blessure qui l'avait obligée à déclarer forfait pour les deux épreuves restantes.

En effet, après le scratch, l'omnium et l'élimination, la multiple championne d'Afrique en titre devait dispu-

ter les épreuves de poursuite individuelle et de course aux points, mais sa blessure avait tout remis en cause.

Seulement, le repos, et surtout les soins dont elle a bénéficié à son retour d'Egypte ont suffi à la remettre entièrement sur pied.

Ce qui lui a d'ailleurs permis de reprendre les entraînements dès mercredi, "sur une portion du parcours des Jeux méditerranéens de 2022" a précisé son entraîneur en club, Abdelkader Merabet.

Ce jour-là, et pour un début, Houili s'était contentée d'un travail spécifique, en solo, avant de réintégrer le



groupe, le lendemain jeudi, avec en ligne de mire les prochains Championnats du monde sur route.

Outre Houili, l'Algérie avait engagé trois autres cyclistes dans ces Mondiaux 2021 sur piste, en l'occurrence : Akram Belabessi, Salah Eddine El Ayoubi Cherki et Achraf Amellal.

ARTS MARTIAUX - CHAMPIONNAT ARABE U23 DE MUAY THAI (3^E ÉDITION) Deux médailles, dont une en or pour l'Algérie

La sélection algérienne (messieurs/dames) de Muay Thai a récolté deux médailles (1 or et 1 argent) à la troisième édition des Championnats arabes de Muay Thai, catégorie des moins de 23 ans, clôturés dernièrement dans la ville irakienne de Souleimaniya, a appris l'APS vendredi auprès de la Fédération algérienne de Full-contact, de kick-boxing et des sports assimilés.

La médaille d'or a été l'œuvre de Chahinez Bouaïcha dans la catégorie des moins de 60 kilos, alors que son compatriote Fahim Aït Oudia s'était contenté de l'argent dans la catégorie des 63,5 kilos.

Bouaïcha avait réussi un sans faute dans son combat contre l'Égyptienne, en remportant notamment ses trois Rounds, alors que Oudia avait échoué contre le représentant du pays organisateur, se contentant ainsi de la médaille d'argent.

"Oudia a eu un combat difficile contre l'Irakien. Il était mené aux points, et la seule solution qui lui restait pour l'emporter c'était le KO. Malheureusement, il n'avait réussi à terrasser son adversaire" a expliqué à l'APS l'entraîneur national, Rabah Zeghraba.

L'Algérie n'a engagé que deux athlètes dans ces Championnats arabe des moins de 23 ans, qui se sont déroulés en un combat unique pour chaque catégorie de poids, comme stipulé dans les règlements de l'Union arabe de Muay Thai. "Ces Championnats arabes serviront de préparation



pour d'autres compétitions internationales à venir, dont les Championnats d'Afrique du mois de novembre prochain en Égypte, puis les Championnats du monde de la spécialité, prévus en décembre, dans un pays qui reste à désigner, car les organisateurs hésitent encore entre Abu Dhabi (Emirats arabes Unis) et la Thaïlande" a-t-on encore appris de même source. Outre les compétitions suscitées, la sélection algé-

rienne compte préparer également la prochaine édition de ces Championnats arabes de Muay Thai et pendant laquelle "l'Algérie compte engager un total de douze athlètes, dans douze catégories différentes" a encore détaillé Zeghraba.

La troisième édition de la compétition, clôturée cette semaine à Souleimaniya, en Irak, a enregistré la participation de douze (12) nations arabes.

FLUSHING US OPEN

Raducanu et Fernandez en finale, les teenagers au pouvoir !

Sensationnelles et irrésistibles, la Britannique Emma Raducanu, 18 ans, et la Canadienne Leylah Fernandez, 19 ans, quasi-inconnues avant l'US Open, ont accédé à leur première finale de Grand Chelem, jeudi, apportant un ouragan de fraîcheur dans le tennis féminin.

Raducanu, qui a étrillé 6-1, 6-4 la Grecque Maria Sakkari dans la deuxième demie en session nocturne, est devenue la première joueuse de l'histoire issue des qualifications à se hisser à ce stade d'un Majeur.

Elle est aussi la plus jeune depuis la Russe Maria Sharapova qui avait 17 ans en 2004, à Wimbledon.

"Je suis en finale et je n'arrive pas à y croire", a réagi, radieuse, la Londonienne, après sa nouvelle démonstration encore pleine de maîtrise.

Fernandez (73e) a elle lutté bien plus dur contre la Bélarusse N.2 mondiale Aryna Sabalenka 7-6 (7/3), 4-6, 6-4.

Comme au 3e tour lorsqu'elle a fait sensation, en éliminant la tenante du titre Naomi Osaka (3e) pour tant à deux points d'une victoire que tout le monde attendait.

Comme en 8e et en quart pour se débarrasser de l'Allemande Angelique Kerber (17e) et de l'Ukrainienne Elina Svitolina (5e).

"Je ne sais absolument pas comment j'ai fait! Je dirais que c'est grâce au public new-yorkais. Il m'a aidée aujourd'hui. Il m'a soutenue. C'est des années et des années de travail, de larmes, de sang et de sacrifices.

Je suis tellement contente d'être en finale", s'est-elle exclamée de joie.

Raducanu contre Fernandez, c'est la première finale entre teenagers dans un Majeur, depuis celle de l'US Open remportée en 1999 par Serena Williams, alors âgée de 17 ans, aux dépens de la Suisse Martina Hingis, 18 ans à l'époque.

On leur souhaite de connaître la même glorieuse carrière.

En attendant, il faudra bien qu'une nouvelle championne ajoute son nom au palmarès de l'US Open samedi.

Et si Raducanu paraît la plus impressionnante, en étant partie de si loin dans le tournoi pour franchir chaque tour avec une facilité et une autorité déconcertantes, Fernandez a elle fait preuve d'une capacité de résistance et de réaction dans des situations compromises qui interdisent de la sous-estimer.

La Britannique, pas un record près à battre, pourrait d'ailleurs aussi devenir la première à s'imposer à Flushing Meadows sans perdre un set depuis Serena Williams en 2014.

Sakkari, dont c'était la deuxième demi-finale en Grand Chelem après Roland-Garros en juin, en a fait les frais et il n'y a eu à redire, tant son adversaire l'a écoeuvré dans le jeu, la surclassant dans une première manche enlevée en 28 minutes.

La seconde fut un peu plus disputée, mais Sakkari a vu la plupart de ses coups de canons renvoyés comme un mur le ferait, ce qui l'a inévitablement poussée à commettre de nombreuses fautes directes (33 contre 17).

Plus tôt, Fernandez, qui n'avait jamais dépassé le troisième tour en six tournois du Grand Chelem avant cette quinzaine, a fait de Sabalenka sa troisième victime parmi les cinq meilleures joueuses mondiales, après Osaka et Svitolina.

Personne n'avait réussi pareils scalps en Grand Chelem depuis Serena Williams à Wimbledon en 2012...

Favorite, eu égard à son statut de 2e mondiale, Sabalenka a d'abord craqué dans le jeu décisif du premier set, commettant cinq fautes directes consécutives, dont un smash complètement raté et une double-faute. Mais Fernandez, qui s'est imposée lors des trois matches précédents en remportant un set de retard, a encore été la plus solide, sa rivale s'étant effondrée sur son dernier jeu de service, avec une énième erreur directe (52 au final) et deux doubles-fautes consécutives (8 au total).

Contre qui préférerait-elle jouer sa finale ? "Je m'en fiche! Je veux juste la jouer!", s'est esclaffée Fernandez.

"Y a-t-il une attente ? Je suis issue des qualifications, donc sans pression", a ri Raducanu. Une chose est sûre, le talent et l'insouciance ont d'ores et déjà triomphé à Flushing Meadows.

APS

JO 2020 - DOPAGE

Athlétisme: l'Italien Lamont Marcell Jacobs n'est "pas dérangé" par les suspicions de dopage

L'Italien Lamont Marcell Jacobs, champion olympique du 100 m à Tokyo cet été, a indiqué "ne pas être dérangé" par les suspicions de dopage à son encontre, qu'il a qualifiées de "méchanceté gratuite", dans des propos rapportés vendredi par le Corriere Della Sera. "Je ne suis même pas dérangé

par cette méchanceté gratuite à propos du dopage", a déclaré l'Italien de 26 ans, qui s'est imposé à la surprise générale cet été à Tokyo.

Sacré en 9 sec 80/100, il n'était jamais passé sous les dix secondes avant cette saison.

"Dans la vie, il y aura toujours

quelqu'un qui n'a jamais rien prouvé mais qui refusera de croire en la bonne foi de ceux qui ont réussi", a ajouté Jacobs, qui a également remporté l'or en 4x100 m.

L'Italien a mis un terme à sa saison après son sacre, faisant l'impasse sur les réunions de la Ligue de Diamant.

HALTÉROPHILIE

La ville de Tachkent hôte des mondiaux 2021

Les Championnats du monde d'haltérophilie-2021 (messieurs et dames) ont été attribués à la ville de Tachkent (Ouzbékistan), qui organisera l'événement du 7 au 17 décembre prochains, a annoncé la Fédération internationale

nale l'IWF sur son site officiel.

"Le conseil d'administration de la Fédération internationale d'haltérophilie (IWF), réuni en session ordinaire a fixé les dates et les lieux des prochains Mondiaux-IWF 2021 et

du congrès électoral de l'IWF. Il a décidé d'en attribuer l'organisation des deux événements à l'Ouzbékistan", a indiqué l'instance internationale, révélant la date des Mondiaux (7-17 décembre) et celle du congrès électoral (20-21 décem-

bre). Les championnats du monde juniors d'haltérophilie IWF 2021 se sont déroulés avec succès à Tachkent en mai, tout comme le congrès et les championnats asiatiques 2021 de la Fédération asiatique d'haltérophilie.

MONDIAL RALLYE (WRC DE L'ACROPOLE)

Le Finlandais Rovanner vire en tête

Le jeune Finlandais Kalle Rovanner (Toyota) a pris la tête du Rallye de l'Acropole, 9e manche du Championnat du monde (WRC), vendredi matin près d'Athènes, devant l'Estonien Ott Tanak (Hyundai) et le Français Sébastien Ogier (Toyota).

Vainqueur cet été en Estonie, Rovanner, 20 ans, a signé le meilleur temps dans l'ES3, vendredi matin, pour mener avec trois secondes d'avance sur Tanak, champion du monde 2019, et 4,3 secondes d'avance sur Ogier. Le septuple champion du

monde ouvrirait la route et a donc dû balayer une grosse couche de poussière, dans l'ES2 et l'ES3. Il était en tête jeudi soir après l'ES1, une super-spéciale très courte

dans le centre d'Athènes. Trois autres épreuves spéciales sont prévues vendredi (ES4 à ES6), autour de Loutraki et Lamia, au nord-ouest d'Athènes.

HANDBALL-SUPER COUPE D'AFRIQUE

Le Zamalek conserve le titre aux dépens du Ahly du Caire

Le club égyptien de Zamalek a remporté la Super Coupe d'Afrique de handball, après avoir battu son rival Al-Ahly 28 à 27, vendredi au Caire. Avec cette victoire, la septième du genre dans cette compétition pour le club cairote et la troisième de suite, le Zamalek se qualifie pour la Coupe du Monde des Clubs qui se déroulera en Arabie Saoudite en octobre prochain.

CHAMPIONNAT DU BRÉSIL Transfert : le défenseur Dani Alves quitte Sao Paulo (Club)

Le défenseur brésilien Dani Alves, considéré comme le joueur le plus titré de l'histoire du football, a décidé de quitter son club actuel, le FC Sao Paulo, suite à un différend salarial.

"Nous prenons la décision, et nous en faisons part à l'entraîneur Hernan Crespo, de ne plus mettre Dani Alves à disposition de l'équipe de Sao Paulo.

Le club est plus important que n'importe qui", a déclaré Carlos Belmonte, directeur sportif, dans une vidéo publiée sur Twitter.

Agé de 38 ans, Dani Alves, passé par le Paris Saint-Germain et qui a connu ses plus belles heures sous le maillot du FC Barcelone, devait se présenter vendredi à l'entraînement du club paulista, après avoir pris part aux qualifications au Mondial-2022 avec le Brésil.

Mais ses représentants ont expliqué à la direction du club que le latéral droit ne reviendrait pas s'entraîner tant que le club n'aurait pas réglé les dettes cumulées envers lui, a affirmé Belmonte.

D'après la presse brésilienne, le club de Sao Paulo doit à Dani Alves la somme de 11 millions de reais, soit environ 1,8 million d'euros.

"Sao Paulo reconnaît la dette et la semaine dernière, nous avons fait une proposition pour tenter de parvenir à un accord, que n'ont pas accepté ses représentants.

La négociation continuera avec le département juridique et financier", a poursuivi Belmonte.

Les relations entre le septuple champion du Brésil et Dani Alves se sont tendues lorsque le vétéran brésilien a décidé de participer aux JO de Tokyo avec la sélection olympique (23 juillet - 8 août), où il a remporté son 43e titre.

Le double vainqueur de la Ligue des champions avec le Barça (2011 et 2015), qui ne s'est toujours pas exprimé sur son départ, s'était engagé avec Sao Paulo en 2019, pour un contrat devant s'étendre jusqu'en 2022.

Il y a gagné le championnat paulista en 2021, mettant fin à une période de huit ans sans titre.

FOOTBALL - TURQUIE Le sélectionneur turc renvoyé après la déroute contre les Pays-Bas

La fédération turque de football a annoncé vendredi le départ de son sélectionneur Senol Günes trois jours après la cuisante défaite 6-1 contre les Pays-Bas en match de qualification pour le Mondial-2022.

"Il a été décidé de se séparer d'un commun accord du sélectionneur de notre équipe nationale Senol Günes", déclare la Fédération dans un communiqué à la suite d'une des plus lourdes défaites subies par l'équipe nationale turque ces dernières années.

Aucun successeur n'a été pour l'instant annoncé.

Ayant mené la Turquie à la troisième place lors de la Coupe du monde 2002, le sélectionneur avait suscité des espoirs lorsqu'il avait pris en charge pour la seconde fois l'équipe nationale turque en 2019.

Mais malgré une équipe constituée de jeunes talents et de vétérans, la Turquie a multiplié les défaites lors de l'Euro-2020 et des matches de qualification pour le Mondial-2022.

Après un nul 0-0 contre le Monténégro et une victoire de 3-0 contre le modeste Gibraltar, elle a subi une humiliation mardi contre les Néerlandais.

"Je suis le seul responsable ici", a déclaré M. Günes après la rencontre. "L'échec est le mien."

COUPE DU MONDE DES CLUBS

La FIFA prend acte de la décision du Japon de ne pas accueillir l'édition 2021

La Fédération internationale de football (FIFA) a pris acte, ce jeudi, de la décision du Japon de renoncer à organiser la Coupe du monde des clubs 2021, en raison des restrictions sanitaires dues à la pandémie de Covid-19.

"La FIFA tient à remercier la Fédération japonaise pour son travail et son engagement et se réjouit de retourner au Japon à l'avenir.

Des détails à propos de l'alternative trouvée pour l'organisation de cette prochaine édition de la Coupe du

FOOTBALL

LIGUE DES CHAMPIONS (TOUR PRÉLIMINAIRE ALLER) Le CR Belouizdad et l'ES Sétif déjà en lice

A peine deux semaines après l'épilogue d'une saison de Ligue 1 marathon, les deux représentants algériens en Ligue des champions, le CR Belouizdad et l'ES Sétif sont appelés à disputer la manche aller du tour préliminaire de la prestigieuse compétition africaine prévue ce week-end (10-12 septembre).

Le CRB (Champion d'Algérie) et l'ESS (Vice-championne) seront en appel contre respectivement Akwa United (Nigeria) et Fortune FC (Gambie), deux périlleux déplacements pour les deux équipes algériennes qui ambitionnent d'aller le plus loin possible dans cette compétition.

Auroulés de leur titre de champion d'Algérie et quart de finalistes de la précédente édition de la compétition, les hommes du duo Salim Sebaa-Karim Bakhti tenteront de bien débiter l'aventure africaine contre les champions nigériens.

En prévision ce premier rendez-vous de la nouvelle saison, le CRB a repris le chemin des entraînements depuis une dizaine de jours avec une ultime séance mercredi avant de rallier jeudi le Nigeria. Les



Belouizdadis qui seront amoindris par le départ de leur meilleur artilleur Amir Sayoud parti monnayer son talent en Arabie saoudite, miseront sur un groupe expérimenté renforcé par quelques nouvelles recrues dont le dernier en date l'attaquant Mahi Benhamou en provenance du MC Oran.

Le match Akwa United-CR Belouizdad prévu

dimanche au Nigeria (15h00 algérienne) sera dirigé par l'arbitre ivoirien central Clement Franklin Kpan qui sera assisté dans sa tâche par ses deux compatriotes, Koabinan Prospère et Nouho Ouattara.

De son côté, l'ESS affrontera la formation gambienne du FC Fortune samedi à 17h00 avec l'objectif de réaliser une bonne

performance avant la manche retour au stade 8 mai 45 de Sétif.

A pied d'oeuvre depuis jeudi à Banjul, les Sétifiens sous la conduite de l'entraîneur tunisien Nabil Kouki n'auront pas la partie facile devant des Gambiens qui sont en pleine compétition.

Pour cette première sortie officielle, l'ESS sera privée de certains cadres qui n'ont pas encore repris l'entraînement alors que les nouvelles recrues à l'image de Benayad Riyad (Paradou), Ben Belaid Amine (WAT), auront la lourde tâche de remplacer les partants, Amoura, Gacha ou encore Bekakchi.

La rencontre Fortune FC-ES Sétif sera arbitrée par un trio arbitral libérien sous la conduite du directeur de jeu Moses Forkpah assisté de Joel Wonka Doe et Abraham Boye Fah bulleh.

FOOTBALL - LIGUE 1

USM Alger : "c'est un nouveau challenge qui commence" (Denis Lavagne)

Le nouvel entraîneur de l'USM Alger, le Français Denis Lavagne a qualifié de "nouveau challenge" son engagement avec les Rouge et Noir, dans une déclaration accordée vendredi après-midi au site officiel du club.

"Les quelques jours de repos que j'ai passé chez moi m'ont fait beaucoup de bien, car ils m'ont permis de bien récupérer et de me ressourcer.

A présent, je suis content de revenir en Algérie, où un nouveau challenge m'attend" a indiqué l'ancien coach de la JS Kabylie à l'aéroport international Houari Boumediene, quelques instants après son arrivée.

"Une réunion est prévue demain (ndlr, samedi) avec les autres membres du staff technique et le Directeur sportif. Elle nous permettra de mettre

les choses en place, pour pouvoir commencer le travail dès le lendemain, dimanche" a poursuivi le Français, ayant remporté la Coupe de la Ligue l'an dernier, lorsqu'il était aux commandes des Canaris.

Interrogé à propos de ses ambitions avec le club de Soustara, Lavagne, visiblement très optimiste, a répondu qu'il espère "réussir une saison pleine de succès".

Autrement dit, être à la hauteur des attentes du club et de ses supporters, car c'est justement pour redorer le blason des Rouge et Noir que la Direction du président Achour Djelloul a fait appel à ses services.

En effet, outre la Coupe de la Ligue, remportée face au NC Magra, Lavagne avait réussi à mener la JSK jusqu'en finale de la Coupe de la CAF, et c'est



avec l'espoir de réussir le même parcours que l'USMA l'a engagé. Pour rappel, Lavagne succède à Mounir Zeghdoud qui a conduit l'USM Alger à la 4e place la saison dernière.

FÉDÉRATION ALGÉRIENNE DE FOOTBALL

L'Algérien Youcef Hammouda, désigné membre du tribunal du football de la Fifa

Le Maître Youcef Hammouda, avocat-conseil de la FAF et Président de la Chambre Nationale de Résolution des Litiges de l'instance fédérale, a été nommé membre du Tribunal du football de la FIFA, a

annoncé la Fédération algérienne de football.

"Sur présentation de la Fédération algérienne de football, Maître Youcef Hammouda, avocat-conseil de la FAF et Président de la Chambre Nationale de Résolution

des Litiges de la FAF, a été nommé membre du Tribunal du football de la FIFA" indique un communiqué de l'instance fédérale publié sur son site officiel.

Maître Youcef Hammouda qui possède

une longue expérience dans le domaine de la juridiction du football sera membre de la Chambre de Résolution des Litiges de la FIFA, représentant des clubs, précise la même source.

pressé Kiyotaka Suhara, secrétaire général de la JFA.

M.Suhara a notamment souligné la difficulté de mettre en place des mesures sanitaires, comme une preuve de vaccination contre le Covid-19 ou des tests négatifs obligatoires, en raison du manque de temps restant d'ici au début du tournoi.

L'édition 2020, déplacée en février 2021, avait été remportée par le Bayern Munich.

**Erling Haaland :
«Je ne marque pas
assez de buts»**

Malgré un total impressionnant de 12 buts en 15 sélections avec la Norvège, l'attaquant du Borussia Dortmund, insatiable, n'est pas satisfait. Erling Haaland estime qu'il devrait marquer plus de buts qu'il ne joue de matches, après avoir réalisé un doublé pour la Norvège puis un triplé contre Gibraltar dans les qualifications pour la Coupe du monde 2022 au Qatar. La star du Borussia Dortmund a porté son compte international à 12 buts en 15 sélections. «Je ne marque pas assez de buts», a déclaré Haaland à TV2 après la victoire de l'équipe de Stale Solbakken.



**RÜDIGER
VERS LE PSG ?**

Déjà convoité par le PSG pendant le mercato estival, Antonio Rüdiger pourrait être relancé pendant le prochain mercato hivernal 2022. Le défenseur allemand n'a toujours pas prolongé avec Chelsea.

Chelsea va-t-il laisser filer Antonio Rüdiger gratuitement dans quatre mois ou en juin prochain ? Les dirigeants du PSG n'ont pas perdu de vue la situation de l'international allemand avec Chelsea. Le défenseur est sous contrat jusqu'en juin 2022 et n'a pas de nouvelles de ses dirigeants à ce jour. Déjà intéressé pendant l'été, le club français pourrait revenir à la charge dans les prochains mois selon des informations du 10 Sport.

Le média français croit savoir que le PSG envisagerait de le recruter pour la saison prochaine. Un pré-contrat lui sera proposé lors du mercato hivernal 2022 comme l'autorise les règlements en matière de transferts pour un joueur à six mois de la fin de son contrat. A moins que d'ici-là les dirigeants de Chelsea réagissent et lui et font signer à Antonio Rüdiger un nouveau contrat.

**GRIEZMANN,
L'ÉTONNANTE
CONFESSION**

De retour à l'Atletico Madrid, Antoine Griezmann a livré ses premiers mots, envoyant un message fort aux supporters des Colchoneros.

Deux ans après un départ pour le moins mouvementé vers le FC Barcelone, Antoine Griezmann a fait son grand retour à l'Atletico Madrid. Et c'est un homme neuf qui a débarqué. Au sens propre comme au sens figuré. En témoigne cette nouvelle coupe de cheveux arboré par le Mâconnais au moment de sa présentation. Le champion du monde tricolore n'a pas hésité en effet à sacrifier sa queue de cheval pour l'occasion. Pas de quoi gâcher son bonheur de retrouver les Colchoneros. Un bonheur tel qu'il en a perdu le sommeil depuis la finalisation de son transfert.

« Je suis très content, avec un sourire qui va d'une oreille à l'autre, a-t-il ainsi confié. Je ne dors pas depuis dix jours, j'attendais ce moment et j'en profite avec ma famille. Je donnerai tout à chaque match pour remercier le club de son gros effort pour mon retour. Pour moi c'était facile car l'Atletico me voulait. Je voulais absolument revenir et je savais que c'est le meilleur endroit du monde pour moi, pour être heureux sur le terrain et en dehors. Le dernier jour de mercato a été un peu fou, mais tout s'est bien passé. C'est ce qui m'est arrivé de mieux ces dernières années. »

Et les supporters peuvent être rassurés : le joueur qui a fait le bonheur de l'Atletico Madrid lors de son premier passage chez les Colchoneros n'a pas changé. « Je vais tout donner, c'est mon style. Tout donner pour eux, ceux qui sont au stade ou devant la télé, a-t-il promis. Qu'ils sachent que je vais être ce joueur qui est à fond et va tout faire pour qu'ils soient fiers de lui, de ce nouveau numéro 8. J'espère qu'on va pouvoir vivre des soirées et des nuits magiques et profiter ensemble. C'est mon principal objectif. On avait une très bonne relation avant, et je veux retrouver ça. Je sais que ça dépend de moi et de ce que je vais faire. Plus que les mots, il faut les actes. »

Le Mâconnais a également profité de ces premières déclarations pour rendre un hommage appuyé à Diego Simone, qu'il retrouve sur le banc des Colchoneros. « C'est grâce à Simone, il a eu beaucoup d'influence dans ma vie professionnelle, et ici j'ai vécu mes meilleurs moments dans ma vie personnelle et privée. Il a toujours été un soutien énorme pour ma famille et moi. C'est un grand honneur pour moi de jouer pour lui », a-t-il affirmé, partageant son premier objectif : « D'abord marquer à la maison, ressentir à nouveau le cri du public sur un but, c'est incroyable quand le stade est plein. »



**MARCELO INTÉRESSE
TROIS CLUBS AU BRÉSIL**

Le latéral gauche va quitter le Real Madrid à l'issue de la saison. Du côté du Real Madrid, c'est une page qui va se tourner à l'issue de la saison. Après de nombreuses années passées sous le maillot des Merengues, l'international brésilien va faire ses valises. En fin de contrat et non prolongé par ses dirigeants, ce dernier serait à la recherche d'un nouveau club. Après avoir refusé une offre de Fenerbahçe il y a quelques jours, le Madrileño envisagerait de retourner au Brésil. Trois clubs se seraient déjà manifestés pour l'accueillir. Il s'agit de Flamengo, Palmeiras et Fluminense.

**Lingard a dit non
à une prolongation**

De retour dans l'effectif de Manchester United au terme d'un prêt de six mois à West Ham United, Jesse Lingard a pris une décision sur sa situation avec le club anglais. Le milieu de terrain offensif anglais n'a pas répondu favorablement à une offre de prolongation transmise par la direction des Red Devils, selon les informations du journal The Times. Sous contrat jusqu'en juin 2022, le footballeur âgé de 28 ans a rembarqué ses dirigeants en raison du flou sur son futur temps de jeu sous les ordres d'Ole-Gunnar Solskjaer, une inquiétude d'autant plus grande que Manchester United a recruté cet été l'attaquant portugais Cristiano Ronaldo. Le retour à Old Trafford de la star de 36 ans risque de compliquer davantage sa situation. Apparu toutes compétitions confondues à 211 reprises avec le maillot mancunien, pour 33 buts et 20 passes décisives, le natif de Warrington sort d'une excellente seconde partie de saison 2020-2021 avec les Hammers (9 buts et 5 passes en 16 rencontres de Premier League).



LUTTE ANTITERRORISTE

Lamamra à Kinshasa, porteur d'un message du Président Tebboune à son homologue Felix Tshisekedi

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra a fait escale vendredi à Kinshasa, la capitale de la République démocratique du Congo, porteur d'un message du président de République, Abdelmadjid Tebboune à son homologue Félix Tshisekedi Tshilombo, comportant des "propositions concrètes" pour la lutte contre le terrorisme dans la région sahélo-saharienne, indique un communiqué du ministère.

"Au cours d'une escale effectuée aujourd'hui à Kinshasa, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ramtane Lamamra, porteur d'un message du président de la République M. Abdelmadjid Tebboune destiné à M. Félix Tshisekedi Tshilombo, président de la République démocratique du Congo et président en exercice de l'Union Africaine, a eu des consultations avec M. Christophe Lutundula, vice Premier-ministre et ministre des

Affaires étrangères", précise le MAE.

"Le message du président Tebboune s'inscrit dans le cadre de l'exercice par l'Algérie de son mandat de Coordinateur de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent en Afrique, mandat qui lui a été confié par la Conférence des chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine", ajoute le ministère.

"Le message du président de la République porte sur la recrudescence de la menace ter-

roriste en Afrique, en particulier dans la région sahélo-saharienne, et comporte des propositions concrètes susceptibles de stimuler l'action des institutions et de renforcer les mécanismes mis en place par l'Union Africaine dans le cadre de la lutte contre ce phénomène", a fait savoir le ministère.

"Cette initiative du Président Tebboune participe de l'engagement bien établi de l'Algérie dans la riposte organisée de la communauté internationale contre le

phénomène du terrorisme et contre ses causes et manifestations tant locales que régionales et globales", souligne la diplomatie algérienne.

Les discussions entre Lamamra et Lutundula ont porté également sur l'état des relations bilatérales et les perspectives de leur renforcement, ainsi que sur les principales questions inscrites à l'agenda de l'Union africaine en prévision des prochaines échéances aux niveaux continental et international, selon le communiqué.

Lamamra: "certains pays s'allient à l'ennemi historique pour s'attaquer directement au voisin"

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra a affirmé, jeudi depuis le Caire, que certains pays s'allient à l'ennemi historique pour s'en prendre aux frères et s'attaquer directement au voisin.

"Une analyse de la situation nous fait comprendre que certains cherchent à s'attribuer des rôles influents dans la structure de l'ordre régional et international en établissant des alliances dangereuses dans l'unique but de réaliser des acquis immédiats au détriment des nobles objectifs du système de l'action arabe commune", a précisé M. Lamamra dans une allocution prononcée lors des travaux de la session ordinaire du Conseil de la Ligue arabe au niveau ministériel.

"Des parties recourent à l'aide et la puissance d'un ennemi historique pour tenter aux frères et s'attaquer directement au voisins", en allusion aux actes perpétrés par le Maroc qui s'allie avec l'entité sioniste pour entamer les intérêts de l'Algérie.

"Si ce constat se fait manifestement et à proximité des frontières communes, nous pouvons imaginer ce qui se trame dans les coulisses", s'est-il exclamé.

S'agissant des incidences de telles attitudes, le ministre a affirmé que ces comportements "génèrent davantage de tensions et d'instabilité dans la région et contribuent à l'exacerbation des crises actuelles.

Il a déploré le détournement de notre première et principale cause (cause palestinienne) et la placent à un niveau en deçà des sacrifices et des souffrances du peuple palestinien et des autres peuples arabes, voire aussi son combat inlassable pour établir un Etat indépendant avec Al-Qods pour capitale".

ALGÉRIE - RÉPUBLIQUE DU CONGO

M. Lamamra entame une visite de travail à Brazzaville

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ramtane Lamamra, a entamé vendredi soir une visite de travail en République du Congo.

Cette visite à Brazzaville vise à "consolider les relations bilatérales et à coordonner la concertation, notamment en ce qui concerne les efforts communs soutenant la paix et la réconciliation nationale en Libye", a écrit le ministre sur son compte Twitter.

"Après mon escale à Kinshasa, j'entame ce soir une visite de travail à Brazzaville. J'attends avec intérêt des rencontres de concertation avec mon homologue, Jean Claude Gakosso, ainsi qu'avec les hautes autorités en vue de renforcer les relations bilatérales et consolider la tradition de concertation et de coordination, notamment en ce qui concerne nos efforts communs soutenant la paix et la réconciliation nationale en Libye", a précisé M. Lamamra.

ALGÉRIE - LIGUE ARABE

La tenue du prochain sommet arabe en Algérie se veut "un droit et un devoir" (Lamamra)

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra a affirmé que la tenue du prochain sommet arabe en Algérie se veut "un droit et un devoir", étant un pays arabe pivot capable de faire avancer les choses de façon positive, lorsqu'il conduit l'action arabe commune.

Une déclaration qui intervient lors d'un entretien accordé à l'agence russe "Sputnik" durant lequel M. Lamamra a abordé plusieurs dossiers à l'instar de la situation en Libye, la question palestinienne ou encore le prochain sommet arabe prévu en Alger.

Et d'affirmer que "la tenue du sommet arabe en Algérie se veut un droit et un devoir, un droit parce que l'Algérie est un pays arabe pivot et influent, en ce sens qu'il a prouvé à travers l'histoire qu'il était capable en menant des initiatives et en conduisant l'action arabe commune, de faire avancer les choses de façon positive".

L'Algérie est également, poursuit-il, "habilitée à opérer un bond qualitatif dans l'action arabe commune et faire en sorte que les aspects positifs prennent le dessus sur les points négatifs".

A ce propos, le chef de la diplomatie algérienne a mis en avant l'impératif de "classer les priorités pour pouvoir se concentrer sur les éléments permettant aux pays arabes de parler d'une seule voix et de déployer les énergies de manière à réserver une place prépondérante aux Arabes et de servir leurs intérêts sur tous les plans".

Par ailleurs, M. Lamamra a affirmé que le droit à l'autodétermination du peuple palestinien vient en tête des priorités, d'autant plus qu'il faudra aussitôt surmonter la faible position arabe vis-à-vis

de cette question pour pouvoir retrouver la faculté d'influer sur le déroulement des choses". Soulignant que l'initiative arabe de paix était le dernier engagement politique et dernier ralliement arabe à une idée objective et positive, il a expliqué que sa relance signifie la réorganisation de l'initiative en la plaçant en tête des priorités.

Réunion des pays du voisinage libyen: une réussite sur tous les plans

Quant au paysage libyen, M. Lamamra a fait savoir que la réunion des pays du voisinage libyen tenue à Alger était réussie sur tous les plans.

A ce propos, il a indiqué que les réunions consacrées à la Libye se sont multipliées au cours des dernières années en Europe et dans les régions arabes suivant un agenda bien tracé et que la crise libyenne figurait à l'ordre du jour de chacune de ces rencontres.

"La réunion des pays du voisinage avait eu lieu pour écouter l'avis du gouvernement libyen frère et conjurer les efforts en appui au gouvernement d'Union nationale", a-t-il soutenu.

"La réunion d'Alger est intervenue sur la base des positions claires adoptées par le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune vis-à-vis de la Libye", a-t-il précisé.

"Le Président de la République avait insisté sur plusieurs points concernant la crise libyenne, notamment que Tripoli est une ligne rouge à ne pas franchir et que l'Algérie ne ménagera aucun effort pour soutenir le peuple libyen frère", a rappelé M. Lamamra.

Et d'ajouter: "Le Président de la République est soucieux de préserver la sécu-

rité et l'intégrité de Tripoli ainsi que l'indépendance de la Libye et la capacité du peuple libyen à assumer ses responsabilités, tout en cherchant des solutions libyennes aux problèmes libyens sans aucune ingérence, ni influence étrangère".

Par ailleurs, le chef de la diplomatie a réaffirmé le retrait impératif de toutes les forces de la Libye y compris des mercenaires, de manière organisée et sous une supervision internationale. Dans ce sens, M. Lamamra a indiqué que le retrait de ces forces ne devrait pas être désordonné pour ne pas impacter la stabilité des pays voisins.

Le chef de la diplomatie algérienne a fait le lien entre le retrait de ces forces et la réussite des élections, affirmant "Nous souhaitons faire sortir ces forces de la Libye pour s'assurer que les élections se dérouleront sans influence étrangère et que la Libye jouisse de son indépendance et sa souveraineté".

"Nous ne souhaitons pas que les tensions en Libye passent à d'autres pays comme ce fut le cas au Tchad", a ajouté M. Lamamra.

Pour ce qui est du paysage politique tunisien, le ministre a déclaré: "L'Algérie et la Tunisie sont intimement liées et leur sécurité et stabilité sont interdépendantes".

Concernant la médiation de l'Algérie dans le dossier du Barrage de la Renaissance, M. Lamamra a fait savoir que "les pays concernés ont accueilli favorablement les bonnes offices de l'Algérie, à savoir sa diplomatie apaisante", saluant, par la même, "la pleine confiance des trois parties (l'Égypte, l'Éthiopie et le Soudan) en l'Algérie".

JUSTICE

Affaire de la raffinerie d'Augusta : comparution de l'ancien PDG de Sonatrach au Tribunal de Sidi M'Hamed

L'ancien Président-Directeur général (P-DG) de Sonatrach, Abdelmoumen Ould Keddour a comparu jeudi devant le juge d'instruction à la 4^{ème} Chambre du pôle pénal économique et financier près le Tribunal de Sidi M'hamed, au sujet de l'affaire de la

raffinerie d'Augusta, a-t-on appris de source judiciaire. Le même juge a auditionné trois anciens cadres à la Sonatrach sur la même affaire.

L'ancien P-DG de la Sonatrach a été extradé, le 4 août dernier, par les Emirats Arabes Unis (EAU)

vers l'Algérie, en vertu d'un mandat d'arrêt international émis à son encontre pour son implication dans des affaires de corruption.

L'ex-Premier ministre, Abdelaziz Djerad, avait annoncé, février dernier, que le pôle judiciaire éco-

nomique et financier avait ouvert une enquête judiciaire concernant l'acquisition de la raffinerie d'Augusta en Italie.

Ould Kaddour a été arrêté le 20 mars dernier à l'aéroport de Dubaï, son nom figurant sur la liste rouge de l'Interpol. Il a été

remis en liberté sous caution avec interdiction de quitter les EAU.

L'ancien PDG de Sonatrach avait quitté le sol français où il résidait avec sa famille en direction de Amman via Dubaï pour prendre part à une conférence.